ISSN 1662 – 4599

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

16 juin 2008
8e année
Nº 24

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

La démocratie directe et le fédéralisme, fondement d'une Europe libre des peuples

Les Irlandais ont dit NON

par Erika Vögeli

Comme nous le savons, ils étaient les seuls qui pouvaient s'exprimer, leur Constitution leur en donnant le droit. Les 497 millions de citoyens restants sont privés de voix, car leurs élites ont décidé que le peuple n'avait pas à s'exprimer sur son destin. Pour la centrale de Bruxelles et ses représentants dans les différents gouvernements, la situation était claire: le peuple de nombreux pays s'oppose au vieux vin de Nice versé dans les nouveaux flacons de Lisbonne et il y a lieu, en outre, d'empêcher que la volonté des Français et des Néerlandais déjà exprimée par les urnes ne l'emporte. Les élites souhaitent décider sans le peuple, dans des structures «légères et efficaces», que les défis de notre époque rendent prétendument nécessaires pour créer une Europe «unie» dans la «paix et la prospérité». Les citoyens entendent les chants des sirènes, ils les comparent à leurs expériences quotidiennes et restent sceptiques. Ils constatent l'écart toujours plus marqué entre riches et pauvres dans les divers pays, les profits des trusts, la diminution de la solidarité sociale, la domination croissante de l'argent et de la corruption qui lui est liée et qui pénètre dans tous les secteurs sociaux, de la politique et de l'administration à la science, en passant par l'économie.

Le NON des Irlandais pourrait aboutir à une pause de réflexion. Il pourrait inviter à repenser les expériences historiques faites avec de grandes structures centralisées; le siècle dernier en était riche d'exemples. Pourquoi la bouillie unitaire de Bruxelles – cuisinée par plus de 15 000 lobbyistes de trusts et quelques commissaires européens et approuvée par quelques représentants de gouvernements – devrait-elle plaire à tout un chacun? Est-ce la «démocratie» prêchée par l'UE dans le monde entier, qui n'accorde même pas à son propre «Parlement» les compétences allant de soi attribuées à sa représentation populaire?

La dignité humaine veut que l'on soit libre de décider de ses propres affaires.

Les expériences que la Suisse a faites avec sa démocratie directe montrent que c'est justement cette liberté qui favorise l'ouverture et la flexibilité sociales de même que le sens des responsabilités et le lien avec les événements. La démocratie directe permet à l'individu davantage de participation et encourage ainsi l'intérêt pour la politique qui ne se mesure pas uniquement à la participation aux votations mais aussi notamment aux très nombreuses activités modestes mais efficaces aux plans communal, social et politique de même que dans les nombreux projets privés en faveur des pays en développement qui témoignent souvent d'une créativité, d'un sens de l'initiative et d'une aptitude à la collaboration incroyables dans des environnements totalement nouveaux.

La démocratie directe et le fédéralisme, fondement d'une Europe libre des peuples, une Europe de la diversité dans laquelle le droit protège les plus faibles et non le profit, dans laquelle l'ouverture ne se mesure pas seulement aux aspects économiques du marché mais est aussi une ouverture spirituelle à la diversité des hommes, des peuples, de leur histoire et des conditions dans lesquelles ils vivent, une ouverture à la diversité des solutions apportées aux problèmes des hommes, ne serait-ce pas là une meilleure option pour l'Europe que cette structure centraliste qui prévoit une augmentation du budget des armées et des opérations militaires pour garantir l'accès aux matières premières et qui voudrait bien, pour y parvenir, supprimer l'expression de la volonté populaire. L'expérience suisse d'un Etat fondé sur la liberté et la responsabilité des citoyens n'est pas seule à le prouver, mais elle le montre très clairement.[1] •

[1] cf. P. Widmer. Kleines Land mit grosser Wirkung. Die Schweiz – wie sinnvoll ist der Sonderfall im Zeitalter der Globalisierung? NZZ du 9/6/08

Développer la souveraineté alimentaire grâce aux petites structures agricoles et industrielles

par Reinhard Koradi, Dietlikon

Pour des millions de personnes, l'alimentation devient de plus en plus chère. En une année, les prix ont considérablement augmenté: froment (+130%), soja (+87%), riz (+74%) et maïs (+31%).[1] La situation est encore pire si on l'envisage sur une plus longue durée. Sur la période 1985–2007, le prix du froment, qui était au plus bas en 1990 (135 dollars la tonne), s'est trouvé multiplié par quatre pour atteindre 580 dollars en 2007. Il n'avait cessé d'augmenter depuis 2004 pour exploser en 2006. On observe la même évolution pour le cacao, le café, et le pétrole.[2]

L'importante hausse des prix des matières premières a fait réagir les politiques et les organisations internationales. Les milieux économiques également «se posent des questions» sur les causes de cette évolution qui menace l'existence de millions de personnes. Il est intéressant de constater que l'on avance toujours les mêmes arguments: les habitants des pays émergents (Inde et Chine) ont les moyens de s'offrir davantage de produits alimentaires et consomment de plus en plus de viande. On évoque également les mauvaises récoltes dues au changement et aux catastrophes climatiques ainsi qu'aux maigres réserves. On évoque assez timidement les spéculations sur les matières premières. Les pays industrialisés occidentaux essaient de minimiser les conséquences désastreuses de la transformation d'aliments en «agrocarburants». Selon les spécialistes, cela contribuerait pour 5 à 30% à la hausse des prix alimentaires. Le FMI avance la moyenne de 15%.

Une «lutte contre le réchauffement climatique» qui contribue à affamer le monde

Cette estimation est confirmée par le fait que l'on utilise énormément de terres agricoles pour produire des agrocarburants. Maintenant, aux Etats-Unis, on cultive autant de maïs destiné aux «biocarburants» qu'à l'alimentation: plus de 50 millions de tonnes. L'alliance d'éthanol entre les Etats-Unis et le Brésil prévoit de mettre en activité, jusqu'en 2012, plus de 100 sites de production d'agrocarburants au Brésil. Or il est prouvé depuis longtemps que le diesel et l'éthanol tirés du maïs, du soja, de l'huile de palme et de la canne à sucre vont provoquer un désastre alimentaire et environnemental mondial. *Frei Betto,* ancien conseiller du gouvernement brésilien, a qualifié les agrocarburants d'«essence de la mort». Mais cela n'empêche pas le président du Brésil *Ignacio Lula da Silva* – qui portait autrefois les espoirs des pauvres de son pays – de prononcer, lors du Sommet mondial sur la lutte contre la faim organisé à Rome par la FAO,[3] un discours enflammé en faveur de la production de carburants à partir du maïs et de la canne à sucre.

Lula a vraisemblablement changé de camp et se laisse manipuler par les pays industrialisés. Malgré de nombreuses critiques justifiées, ceux-ci, emmenés par Bush et Merkel et en association avec leurs protégés et les élites riches des régions pauvres du Sud, poursuivent leur stratégie de «lutte contre le réchauffement climatique» au moyen de l'«essence de la mort».

Qui empêche qu'on lutte contre la famine?

A Rome, même les recommandations non contraignantes du *Sommet mondial sur la sécurité alimentaire du Fonds des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO)* sont restées controversées jusqu'à la fin. Pour des millions de personnes qui souffrent beaucoup physiquement et moralement de la faim, voire en meurent, c'est là un résultat désastreux.

Ceux qui s'opposent à une solution humaine sont-ils le produit d'une alliance contre-nature entre ceux qui tirent profit de la faim et l'objectif stratégique des USA consistant à contrôler la totalité des ressources naturelles?

Les faits sont clairs: 850 millions de personnes souffrent de la faim et la hausse des prix de l'alimentation ne cesse de grossir ce chiffre. *Rosemarie Bär*[4] écrit dans le *Tages-Anzeiger* du 5 juin: «Chaque point de pourcentage de la hausse des prix provoque l'insécurité alimentaire de 16 millions de personnes supplémentaires.» A propos du Sommet de Rome, elle écrit ceci: «Le modèle de prospérité des pays industrialisés reposant sur le pillage de la nature n'est pas remis en cause. […] Le Nord et une élite riche du Sud s'opposent à une modification du système actuel de production et de consommation. […] La lutte pour une meilleure répartition des ressources limitées et de l'espace de vie commun s'accentue et l'écart entre les riches globalisés et les pauvres réduits à leur espace local ne cesse de se creuser.»

Certes, le Sommet a demandé des mesures «importantes», «audacieuses» et «contraignantes» afin de lutter rapidement et efficacement contre la faim. En plus d'une aide d'urgence de plusieurs milliards, une task-force comprenant des représentants de l'*ONU*, de la *Banque mondiale*, du *Fonds monétaire international* et de l'*OMC* doit être mise sur pied. Il serait souhaitable que ce groupe de travail prestigieux abandonne, dans sa recherche d'une solution, les «modèles libéraux axés sur la mondialisation» et songe à des alternatives adaptées aux situations locales.

L'initiative de *Kofi Annan,* ex-Secrétaire général de l'ONU, est beaucoup plus prometteuse, pour autant que les intentions des donateurs *(Fondation Rockefeller)* soient sincères. Il veut favoriser les petits paysans d'Afrique au moyen d'une alliance stratégique. (Etant donné les donateurs et l'issue du Sommet, on peut se demander si la mesure a véritablement pour but de venir en aide aux paysans locaux ou s'il s'agit de favoriser les producteurs de semences et d'engrais.)

Une alliance en faveur d'une «révolution verte» en Afrique devrait permettre aux paysans africains de cultiver leurs terres de manière efficace, principe qui devrait être appliqué dans le monde entier si l'on veut trouver une solution équitable et durable à la crise alimentaire et à la destruction progressive de l'environnement.

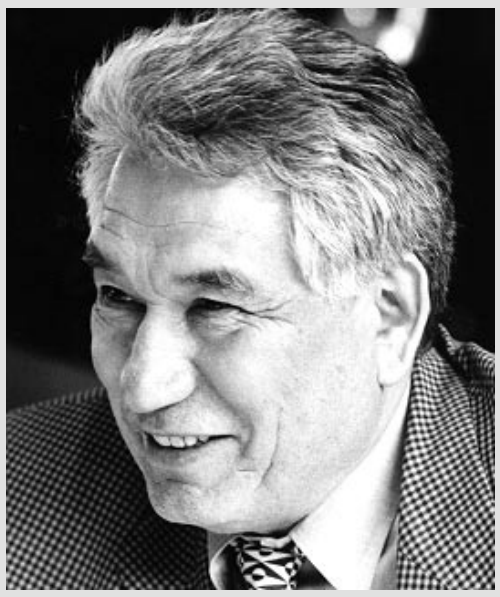
Nombreux sont ceux qui affirment lutter contre la faim et la pauvreté, mais la volonté politique de remettre fondamentalement en cause la politique suivie jusqu'ici manque toujours. Il n'existe même pas de consensus sur les causes de la crise alimentaire. Dans ce cas, comment trouver une solution efficace? Si l'on évoquait les vraies causes, les responsables seraient démasqués et c'est ce qu'il faut éviter à tout prix.

La crise alimentaire est provoquée par les hommes

La crise alimentaire n'est pas un événement naturel. Elle résulte d'actions humaines. En fait partie la réduction délibérée de l'aide alimentaire. Alors qu'en 1993 environ 18 mil-

Suite page 2

Le monde vient de perdre une personnalité d'envergure



Tchinghiz Aïtmatov est décédé

Tchinghiz Aïtmatov est mort le 10 juin 2008. Ce grand écrivain et «pacifiste» kirghiz nous a laissé une œuvre qui doit nous permettre de changer quelque chose dans le monde en direction de sa grande vision qui embrasse toute l'humanité:

«L'humanité n'a pas de mission plus complète et plus complexe que celle qui consiste à opposer une culture de paix au culte de la violence et de la guerre.»

Citation tirée d'un discours de Tchinghiz Aïtmatov prononcé à l'Académie du Diocèse de Rottenburg-Stuttgart à l'occasion de la remise du prix Alexandr Men en 1998 «Apostel der geistigen Ökumene – Kultur der Friedensliebe als Gegensatz zum Gewalt- und Kriegskult», Kleine Hohenheimer Reihe, vol. 37, p. 46

Dans une prochaine édition, nous rendrons hommage de manière approfondie à la personnalité de Tchinguiz Aïtmatov en évoquant sa vie, son œuvre littéraire et son engagement politique en faveur de la paix.

«Développer la souveraineté …»
suite de la page 1

lions de tonnes d'aliments ont été livrés à des régions en détresse, il n'y en a eu plus que 7 millions en 2006. Et il faut tout autant condamner le gel des terres cultivées ordonné au nom de la « protection de l'environnement et des ressources», la destruction constante de surfaces agricoles utiles due à la construction d'infrastructures, d'installations industrielles et d'habitations ainsi que la mauvaise politique agricole des pays industrialisés. On ne cesse de détruire les petites, moyennes et grandes exploitations familiales, saines et flexibles et de les sacrifier à l'agriculture industrielle.

On néglige la constitution de réserves

Depuis des années, on néglige la constitution de réserves. Les stocks mondiaux de céréales (de toutes sortes) ont diminué, passant de 160 à moins de 60 jours d'approvisionnement. En Suisse également, les stocks obligatoires de matières premières et de produits alimentaires – destinées à assurer l'approvisionnement en temps de crise – ont été supprimés au prétexte que le marché mondial offre des possibilités illimitées d'approvisionnement. A la réduction considérable des réserves s'ajoute le recul de la production de céréales (1998: 338 kg par personne, 2006 encore 306 kg), l'utilisation de produits alimentaires à des fins énergétiques et l'absence de compensation de la baisse de production de céréales par la production d'autres denrées: légumes, fruits, etc.

Les gagnants sont les spéculateurs et les grands groupes

Les stocks insuffisants, la diminution de la production et l'augmentation de la demande (croissance de la population mondiale et forte augmentation de la demande de produits alimentaires pour la production d'agrocarburants) ne pouvaient pas laisser les spéculateurs inactifs. L'extrême spéculation sur les produits agricoles a en outre été aggravée par la crise financière (abandon des marchés financiers au profit des marchés des matières premières). Des centaines de milliards de dollars ont cherché de nouvelles possibilités d'investissement et les ont trouvées – du moins partiellement – dans les matières premières. Les prix des céréales se sont envolés, se détachant de la situation réelle du marché pour vivre une existence autonome de «céréales de papier». Cela dit, il convient de relever que les producteurs, c'est-à-dire les agriculteurs, ne profitent aucunement de ce jeu boursier. Ils ont vendu leurs récoltes depuis longtemps et sont encore punis par le fait qu'ils doivent acheter leurs semences à des prix beaucoup plus élevés. On peut donc en conclure que l'essentiel des hausses de prix ont profité aux spéculateurs et aux grands groupes par le biais de la chaîne de création de valeur dans les secteurs alimentaire et énergétique.

Aussi convient-il d'élucider le rôle joué par les réseaux de cartels supranationaux des matières premières et de groupes agroalimentaires. Ils ont pris peu à peu le contrôle de l'ensemble de la chaîne alimentaire, du paysan à la table familiale. L'achat, la transformation et la distribution des produits alimentaires sont concentrés entre les mains de quelques groupes: *Andre, Cargill, Unilever, Nestlé*, etc. Un secteur aussi sensible que l'approvisionnement en aliments et en matières premières devrait, également pour des raisons stratégiques, être organisé localement et régionalement et soumis à un strict contrôle de la concurrence.

Il faut fixer d'urgence des règles à la spéculation

On parle beaucoup trop peu des effets néfastes de la spéculation. Toutefois, l'idée que les profits des spéculateurs influencent considérablement la hausse des prix de l'alimentation commence à faire son chemin. On peut expliquer cette influence par la «théorie des bulles spéculatives». Les bulles prennent naissance lorsqu'un nombre toujours plus grand d'investisseurs paient pour des produits un «prix du marché» qui s'éloigne de plus en plus du prix justifié. Les investisseurs partent de l'idée qu'ils pourront revendre les produits achetés (la plupart du temps des produits de papier) à un prix plus élevé. Le prix du marché ne correspond plus au prix effectif de la marchandise, ce qui provoque un potentiel inflationniste aux conséquences négatives pour les économies nationales. Comme les «bulles» sont généralement financées par des crédits, quand elles éclatent, les débiteurs risquent de ne plus pouvoir honorer leurs engagements (cf. crise immobilière aux Etats-Unis). Les économies nationales subissent un double préjudice. A l'inflation (diminution de fortune et de pouvoir d'achat) s'ajoute la perte de l'argent prêté aux emprunteurs. Il n'est pas rare que ces pertes doivent être financées par la collectivité lorsque les possibilités du secteur privé sont épuisées. (cf. aide financière des banques d'émission). Aussi la collectivité a-t-elle le droit d'exiger qu'on impose des règles à la spéculation, voire qu'on l'interdise si elle menace l'intérêt général.

Développer la souveraineté alimentaire grâce aux petites structures agricoles et industrielles

Albert Einstein recommande de ne pas résoudre les problèmes avec les méthodes qui les ont suscités. Cela signifie que, face à l'actuelle crise alimentaire, il faut changer de politique, revenir à la case départ. Pour lutter contre la faim et la pauvreté, des changements fondamentaux sont nécessaires. La première priorité consiste dans le droit à l'autodétermination des peuples quant aux ressources présentes sur leur territoire. Il faut s'opposer résolument à la volonté d'une puissance mondiale de contrôler totalement l'ensemble des ressources naturelles et des voies de transport. En outre, nous devons repenser fondamentalement la stratégie de croissance visant à augmenter la prospérité ainsi que l'idée que les pays riches peuvent vivre aux dépens des pays pauvres. Cela signifie notamment qu'il faut partager et renoncer à certaines choses. L'orientation mondialisée de l'ensemble des activités (société, culture, économie) devra faire place à une organisation de la vie correspondant aux besoins locaux et régionaux.

Cela signifie que les réponses aux questions sociales et économiques actuelles doivent être trouvées par la base, par ceux qui sont directement concernés. La responsabilité personnelle et l'entraide au sein de la famille, de la commune, de l'Etat et entre les peuples doivent remplacer les diktats imposés d'en haut ou de l'extérieur. A cela est étroitement lié le renoncement à l'usage de la force, qui implique que l'on consacre les billions de dollars provenant des contribuables non plus aux armées destinées à mener des guerres d'agression mais au bien de l'humanité. Il faut également redéfinir le rôle de l'économie. Elle doit être au service des hommes et, là où c'est nécessaire, se subordonner à des principes de régulation politique axés sur le bien de l'humanité et la protection de l'environnement.

Nous gagnerons la lutte contre la faim et la pauvreté si nous réussissons à assurer l'existence de tous les hommes et à mettre un terme au pillage de la nature. La solution consiste dans la souveraineté alimentaire des différents peuples. Dans chaque pays, les hommes, dotés des connaissances nécessaires, doivent acquérir et développer la faculté de prendre en main leur approvisionnement alimentaire du début à la fin de la chaîne de création de valeur, du sol à la table familiale. Dans certains cas, ce droit à l'autodétermination en matière d'approvisionnement alimentaire peut justifier des taxes à l'importation et des subventions. •

[1] Sources: FAO et Banque mondiale
[2] Source: *www.castelligasse.at7Politik/Rohstoffmärkte*
[3] Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
[4] Membre de la délégation suisse au Sommet de la FAO

Du pain dans l'assiette, et non dans les réservoirs à essence!

Pétition contre les «biocarburants» lancée

La production d'agrocarburants (dits «biocarburants») a été considérée comme un facteur essentiel de la problématique mondiale de la faim; à cela s'ajoutent d'autres effets, comme une augmentation de la consommation de viande, de mauvaises récoltes et des spéculations. Les objectifs politiques (tel que l'augmentation de 10% du taux du biocarburant) sont d'accroître cette demande, au risque de contraindre, dans le monde entier, des millions de personnes à faire face à une famine menaçante.

Une réorientation est donc urgente, en particulier, parce que les résultats d'études scientifiques mettent de plus en plus en question l'efficacité du biocarburant relativement à la protection climatique.

Douze ONG autrichiennes ont donc décidé de lancer une pétition commune pour demander au gouvernement fédéral:

- Le droit à la nourriture doit, à tous les niveaux, avoir priorité. La production d'énergie ne doit pas être en concurrence avec la production de denrées alimentaires.
- Pour la production d'énergie à partir de biomasse ne doivent être utilisés que des déchets organiques (p. ex. des restes de récolte) ainsi que du bois provenant d'une foresterie durable.
- Aucune contrainte exigeant d'ajouter des agrocarburants («biocarburants»).
- Réalisation des objectifs de protection climatique, par exemple par le renforcement de la promotion de l'isolation, du transport public, des énergies solaire et éolienne.

Cette pétition vise à recueillir le maximum de signatures pour la fin de l'année.

Alliance agricole Autriche,
Alliance des consommateurs/-trices et des paysannes et paysans,
A-1180 Vienne, Herbeckstr. 75/9/8,
Tél: +43 699 11090837,
www.agrarbuendnis.at
Vienne, 6/6/08

Les trusts ne sauraient avoir le dernier mot

Jean Ziegler en conversation avec le Bayerischer Rundfunk à propos de la conférence mondiale de l'alimentation

Bayerischer Rundfunk: A la fin de la conférence mondiale de l'alimentation, l' Aide allemande à la faim dans le monde a exercé une critique virulente. A son avis, la manifestation a abouti non pas à une convention contraignante sur le développement de l'agriculture et des surfaces rurales, mais à des mesures immédiates visant à rendre les semences et engrais meilleur marché, ce qui accroît encore la dépendance des petits paysans. Au téléphone de Radiowelt, j'ai le plaisir de saluer celui qui s'y connaît le mieux dans ce domaine, Jean Ziegler, rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation pendant de longues années, actuellement membre du Conseil des droits de l'homme de l'ONU et auteur de «L'empire de la honte. La lutte contre la pauvreté et l'oppression». Bonjour, monsieur Ziegler.

Jean Ziegler: Bonjour.

Monsieur Ziegler, le fait que les Nations Unies rendent les semences et les engrais meilleur marché apparaît tout d'abord positif. Quels en sont les inconvénients?
Ce sommet, auquel 50 chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que plus de 2000 diplomates ont participé pendant trois jours, se termine par un véritable scandale. Je crois que l'*Aide allemande à la faim dans le monde* a absolument raison, et presque toutes les organisations non gouvernementales sont du même avis: c'est la victoire des trusts, qui dominent environ 80 % du commerce agricole mondial.

Et au lieu de lutter contre la faim qui exige un tribut effroyable – 100 000 personnes meurent chaque jour de la faim ou de ses suites immédiates, toutes les 5 secondes décède un enfant de moins de 10 ans – cette faim, ce massacre, – une organisation non gouvernementale l'a dit nettement hier à Rome – est encore accrue par l'explosion des prix des denrées alimentaires de base.

Le sommet de Rome menace d'augmenter encore cette faim au lieu de la combattre vraiment. Et pourquoi? Parce que la conclusion de Rome, les recommandations contenues dans la résolution finale, tendent à libéraliser le marché encore davantage. Il en résultera encore plus de dumping agricole, les trusts peuvent vendre leurs produits encore davantage dans les pays agricoles de l'hémisphère Sud, sans que ces derniers puissent se défendre, notamment en élevant leurs barrières douanières ou en fixant des contingents.

Le fait que les engrais et les semences deviennent meilleur marché n'implique donc pas que les denrées alimentaires de base deviennent meilleur marché dans les pays pauvres?
En aucun cas. Il conviendrait enfin de protéger l'agriculture. L'an passé, les pays industrialisés de l'OCDE, notamment les 27 de l'UE, ont versé à leurs paysans des subventions à la production et à l'exportation se chiffrant à USD 345 milliards. Actuellement, vous pouvez acheter sur chaque marché africain des légumes et fruits européens à la moitié ou au tiers du prix des produits intérieurs de même valeur. Et ce dumping détruit l'agriculture indigène.

Beaucoup espéraient à Rome, pour le moins, la prise de décisions relatives aux biocarburants, c'est-à-dire à l'affectation des surfaces cultivables dans les pays pauvres, pour produire des denrées alimentaires nécessaires à la vie des hommes dans ces pays au lieu de carburant. Or pratiquement aucune décision n'a été prise à cet égard. Quelle en est la cause?
Elle réside dans la faiblesse du Secrétaire général actuel des Nations Unies qui – pour s'exprimer prudemment – est soumis fortement à l'influence américaine et n'a donc formulé aucune recommandation susceptible de perturber les trusts. Vous avez absolument raison de dire que brûler des centaines de millions de tonnes de maïs – 138 millions de tonnes l'an passé aux Etats-Unis seulement – pour produire du biocarburant, pendant que des hommes meurent de faim dans le monde, est un crime et devrait être interdit. A Rome, il n'a pas été question du tout d'une telle interdiction, une vague recommandation a été adoptée pour stimuler la recherche dans le domaine des carburants agricoles et découvrir peut-être d'autres moyens de production. Ici aussi, il s'agit d'un retrait total et d'une trahison de la Charte des Nations Unies, axée sur la solidarité, l'aide aux pauvres et le respect du droit à l'alimentation de chacun.

La recherche est toujours un prétexte apprécié, que l'on pense à la chasse aux cétacés par les Japonais. Ces renseignements et ce bilan écrasant de la conférence de Rome sur l'alimentation mondiale étaient dus à Jean Ziegler, rapporteur spécial du droit à l'alimentation pendant de longues années. Je vous remercie chaleureusement de cet entretien, monsieur Ziegler.
Au revoir! •

Source: *Bayerischer Rundfunk,* Radiowelt. Interview du 6/6/08 (Traduction *Horizons et débats*)

Opposition du Conseil national suisse aux cours de répétition à l'étranger

La semaine passée, le Conseil national a repoussé trois demandes du conseiller fédéral Schmid. Ni les cours de répétition à l'étranger, ni l'obligation faite aux soldats professionnels d'opérer à l'étranger n'ont trouvé grâce devant le Parlement. Celui-ci n'a pas non plus adopté la demande de Schmid de doubler le contingent des militaires en service long .

Endroit où six soldats ont fait une chute mortelle dans le massif de la Jungfrau – le DDPS n'a toujours pas endossé ses responsabilités. (photo reuters)

thk. Depuis la réforme de l'armée connue sous le nom d'Armée XXI, le *Département de la défense, de la protection de la population et des sports* (DDPS) s'emploie continuellement, sous la direction du conseiller fédéral *Samuel Schmid*, à transformer l'armée suisse défensive et indépendante en une armée «capable d'interopérabilité», «multifonctionnelle», pouvant intervenir dans le monde entier et qui ne se limite pas à sa mission constitutionnelle de défense du pays. Que Samuel Schmid s'efforce davantage encore que son prédécesseur *Adolf Ogi* – appelé «man for all seasons» (un homme à tout faire) par le Secrétaire d'Etat de *Bill Clinton, Warren Christopher* – de faire de l'armée suisse une troupe qui intervient sur le plan international, n'a rien de nouveau ni de réjouissant. Ce qui toutefois, au cours de ce processus, incite à réfléchir, est le fait que le Parlement ne tolère plus l'orientation de Samuel Schmid et a stoppé cette évolution contestable par ses décisions de la semaine passée.

La tentative de rendre l'uniforme suisse familier à l'étranger en y organisant des cours de répétition a donc essuyé un échec, tout comme l'ineffable obligation imposée aux soldats et officiers de carrière de faire leur service militaire à l'étranger. Cependant, on apprend des officiers concernés que le refus d'une affectation à l'étranger implique pratiquement la fin de leur carrière. Cette situation doit être corrigée d'urgence. La déclaration de Samuel Schmid selon laquelle toute entreprise moderne doit opérer notamment à l'étranger montre quelle conception il a de l'armée suisse. Lors d'une prochaine étape, diverses troupes seront délocalisées et leurs fonctions assumées par des entreprises aux coûts éventuellement plus avantageux ou à la présence plus large sur le plan international.

L'intention de Samuel Schmid d'envoyer davantage de soldats suisses à l'étranger s'est réalisée depuis longtemps et de manière intense en sens inverse. Les soldats étrangers s'ébattent en Suisse, surtout dans les Alpes. Andermatt héberge de façon durable des soldats étrangers. Ces derniers appartiennent à des Etats de l'OTAN, mais à d'autres pays aussi. A cet égard, il serait temps que le Parlement prenne l'initiative.

Cette question s'est posée particulièrement après la chute de six jeunes soldats dans le massif de la Jungfrau, le 12 juillet 2007, et le Parlement devrait s'en saisir d'urgence. Jusqu'à maintenant, les responsabilités n'ont pas encore été délimitées. Immédiatement après l'effroyable accident qui a coûté la vie à six jeunes gens, les déclarations des divers militaires ont montré que les spécialistes de la montagne dont faisaient partie les six soldats étaient formés notamment pour des interventions spéciales, en particulier pour entraîner des troupes étrangères impliquées dans les guerres d'Afghanistan et d'Irak, qui sont contraires au droit international public. Jusqu'à maintenant, Samuel Schmid et le DDPS n'ont pas endossé la responsabilité de cette catastrophe. Presque un an après l'accident, il n'a pas été décidé qui porte la responsabilité personnellement. Pour les parents des victimes, cette situation est insupportable.

La qualité de la conduite d'une armée apparaît finalement dans son comportement avec ses propres victimes et avec leurs survivants. Or ce que notre armée s'est permis et continue de se permettre dépasse tout ce que l'on peut imaginer. La procédure judiciaire est différée, les représentants de l'armée tenus de comparaître n'apparaissent pas aux dates convenues, ainsi qu'il est affirmé de différentes parts. La procédure se prolonge jusqu'à ce que plus personne n'y pense et que la famille soucieuse de se protéger et désespérant de changer quoi que ce soit se plie à son destin. Dans ces circonstances, les politiciens sont invités à faire toute clarté. Lors de l'enterrement, les journaux étaient remplis de marques de sympathie envers les survivants et parlaient d'«une nation en deuil». Samuel Schmid s'est proclamé solidaire, proclamant que «nous pleurons avec vous.» Mais où sont les marques concrètes de solidarité? Quelles conséquences personnelles, structurelles et stratégiques a-t-on tirées de cette catastrophe? Où se trouve la solidarité honnête avec les parents, tant vantée par Samuel Schmid?

Jusqu'à maintenant, aucun représentant de notre armée n'a pris de responsabilité ni tiré de conséquences. Même les guides de montagne impliqués sont toujours en fonction. Est-ce une ironie du sort que les mêmes questions se posent exactement 11 mois après la tragédie de la Jungfrau suite à un grave accident de canot qui a fait 5 morts et 5 blessés graves parmi les soldats? Une nouvelle fois, c'est la valeur de notre armée, plus précisément celle de son commandement qui est en cause. •

Pourquoi les Allemands doivent «marcher au grondement des canons»

km. Le Lieutenant général britannique *Richard Shirreff*, commandant de la Force de réaction rapide (*Allied Rapid Reaction Corps)* de l'OTAN et le ministre de la Défense allemand *Franz Josef Jung* sont d'accord pour que les troupes de l'OTAN et la Bundeswehr allemande restent encore au moins 10 à 15 ans, peut-être plus longtemps, en Afghanistan. Jung a fait cette annonce après l'expédition là-bas de 1200 soldats allemands supplémentaires. A ce sujet, le 3 juin, le gouvernement allemand a déclaré fièrement: «Parmi eux se trouve le 250 000e soldat de la Bundeswehr qui participe à une intervention à l'étranger.» Dans cette déclaration on peut lire plus loin que l'Allemagne «détruirait l'œuvre de reconstruction internationale en Afghanistan» si elle retirait ses soldats du pays.

Cette «œuvre de reconstruction» est caractérisée comme suit par *Zoya*, spécialiste afghane dans le domaine des droits de la femme, dans un entretien avec le journal «junge Welt» daté du 5 juin: Dans le gouvernement afghan, «il y a des barons de la drogue et des gens qu'une grande partie de mes compatriotes aurait préféré voir devant le tribunal des crimes de guerre. […] La vie quotidienne n'est pas devenue plus facile et nous avons à faire avec les mêmes ennemis qu'avant l'occupation. Les troupes étrangères sont complètement superflues. Elles n'ont apporté ni la démocratie ni plus d'électricité dans notre pays. Elles n'empêchent pas non plus que des êtres humains meurent de faim ou de maladies pourtant curables. D'autres vendent leurs filles parce qu'ils ne peuvent pas les nourrir.»

L'ambassadeur russe en Afghanistan, *Zamir Kabulov,* dit: «Il n'y a pas une seule erreur de l'Union Soviétique que la communauté internationale ne commette pas ici en Afghanistan.» (cité d'après *www.onlinejournal.com* du 3 juin) Il parle d'une sous-estimation de la nation afghane due à une opinion erronée de l'Occident concernant sa propre supériorité, à une méconnaissance des structures sociales et ethniques du pays, de même qu'à un manque de compréhension vis-à-vis des traditions et de la religion. Les occupants ne connaissent pas du tout la vie quotidienne des Afghans et se retranchent derrière leurs fusils dans des véhicules blindés. Avec l'extension de l'engagement d'armées privées qui ne tiennent plus aucun compte des principes de droit, les nouveaux occupants sont même encore pires que l'armée rouge. Et: Il n'y a aucune aide réelle pour la population souffrante.

Le ministre de la Défense allemand Jung a déclaré que l'engagement des soldats allemands en Afghanistan est une intervention à haut risque, «avec danger de mort». *Rune Solberg*, commandant de la troupe d'intervention rapide norvégienne jusqu'à la fin juin qui doit être alors relayée par une troupe d'intervention allemande, confirme que l'armée allemande doit «s'attendre à un nombre plus élevé de victimes en Afghanistan». *(Südwestdeutscher Rundfunk SWR du 4 juin)*

Le Pakistan doit également être combattu et les accords conclus avec les Afghans sur le territoire pakistanais situé à la frontière afghane doivent être brisés. Selon un porte-parole de l'OTAN à Kaboul, les activités des «Talibans» en Afghanistan auraient doublé depuis ces accords. C'est l'agence de presse russe *RIA Novosti* qui a transmis ces propos le 5 juin. Le nouveau commandant de la troupe de la FIAS en Afghanistan, le général américain *David Mkkiernan*, commandant des troupes américaines au début de la guerre illégale contre l'Irak, donc un criminel de guerre, n'a pas seulement annoncé de manière énergique une attitude plus rigoureuse contre l'Afghanistan, mais aussi une expédition prochaine au Pakistan. Le Pakistan est déjà bombardé maintenant par l'armée aérienne américaine contre la volonté du nouveau gouvernement pakistanais. Cela suit d'ailleurs la ligne exprimée par le candidat américain à la présidence *Barack Obama* (cf. «Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 3/8/07).

De plus, le général britannique Shirreff est certain que les soldats allemands sont prêts à augmenter leur engagement dans la guerre: *«Je sais que mes camarades allemands, en tant que véritables soldats, marcheraient volontiers au grondement des canons.»* (cité d'après *http://blog.focus.de/wiegold/?p=431*)

Déjà en janvier 2007, le porte-parole de la direction de la deuxième banque allemande, la *Commerzbank*, *Klaus-Peter Müller,* a déclaré devant le *Nationalen Lehrgang für den Generalsstab-/Admiralstabsdienst* (LGAN) [cours national du service de l'Etat-major et des Amiraux]: «Celui qui démantèle des camps de formation pour terroristes dans l'Hindou Kuch», diminue également la «prime générale d'insécurité dans l'économie et sur les marchés financiers» («Sicherheit und Finanzmärkte – Überlegungen zur wirtschaftlichen Bedeutung eines öffentlichen Gutes; in: *FüAk [Führungsakademie der Bundeswehr] – Reflexionen* nº 9, février 2008).

Le porte-parole de la direction, portant la décoration du plus haut rang de la Bundeswehr, a ouvert le 4 juin un congrès ayant pour devise: «Economie et politique aux côtés de la Bundeswehr». On y a débattu des interventions de la Bundeswehr à l'étranger. En fait, le thème aurait dû s'intituler: «La politique et la Bundeswehr aux côtés de l'économie». Mais on se serait trop nettement rendu compte du plaisir que les Allemands avaient à marcher au grondement des canons et à réapprendre à tuer et à mourir. •

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2008 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

L'Europe après la Seconde Guerre mondiale: Démocraties libres ou satellites des USA?

«Les armées secrètes de l'OTAN – Réseaux Stay Behind, Gladio et Terrorisme en Europe de l'Ouest»

par Henriette Hanke Güttinger

L'étude scientifique de l'historien Daniele Ganser intitulée «Les armées secrètes de l'OTAN – Réseaux Stay Behind, Gladio et terrorisme en Europe de l'Ouest» est parue en 2007 en français[1]. Dans cet ouvrage brillamment rédigé, Ganser présente les faits de manière nuancée et aisément compréhensible pour le profane. Ce qu'il nous apprend va changer fondamentalement l'historiographie de l'époque de la guerre froide. Ce livre se lit comme un roman.

Ganser montre que de la fin de la Seconde Guerre mondiale à 1990 existaient dans les pays membres de l'OTAN, à côté des troupes ordinaires de l'Alliance, des armées secrètes de l'OTAN (nommées aussi *Stay-Behind* ou *Gladio*) qui avaient été mises en place par la CIA et le MI6 britannique.[2] Ces armées secrètes de l'OTAN étaient commandées et coordonnées par un bureau de la sécurité secret au sein du quartier général de l'OTAN à Bruxelles. Selon l'ex-président américain *Richard Nixon,* L'OTAN elle-même était soumise au Pentagone.[3]

Les représentants des armées secrètes se réunissaient chaque année dans l'une des capitales européennes. «Des représentants de la CIA étaient toujours présents aux réunions des armées stay-behind» se souvient le général *Gerardo Serravalle* qui avait commandé le *Gladio* en Italie entre 1971 et 1974.[4]

Le but de ces armées secrètes était de créer des structures clandestines pour armer l'Europe de l'Ouest contre une invasion soviétique et pour empêcher la prise de pouvoir des communistes dans les pays européens.[5] La CIA et le MI6 financèrent la constitution et le fonctionnement de ces troupes de guérilla clandestines, ils les entraînèrent et aménagèrent des caches secrètes remplies d'armes et d'explosifs.

Ganser décrit les activités[6] des armées secrètes de l'OTAN en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, en Italie, en France, en Espagne, au Portugal, en Belgique, aux Pays Bas, au Luxembourg, au Danemark, en Norvège, en Allemagne, en Grèce[7] et en Turquie. Dans ces pays, il n'y avait que quelques représentants politiques bien choisis qui étaient informés de l'existence de ces armées secrètes. De manière générale, les parlementaires élus par le peuple ne se doutaient de rien. Ainsi ces armées de l'OTAN opéraient en dehors de tout contrôle démocratique.

Field Manual 30-31B

Selon un document de l'état-major américain (*Field Manuel 30-31B*)[8] les armées secrètes de l'OTAN avaient entre autres aussi la mission d'empêcher ou d'éliminer des gouvernements qui ne convenaient pas aux Etats-Unis. En 1961, elles planifièrent, mais sans succès, un putsch contre le gouvernement *de Gaulle*. En 1967, elles renversèrent en Grèce le gouvernement *Papandréou* et y installèrent une junte militaire des plus brutales. En Turquie, elles participèrent aux putschs militaires de 1960, de 1971 et à celui du général *Evren* de 1980.

ISBN 978-3-280-06106-0

Opérations sous fausse bannière

Dans le *Field Manual 30-31B* sont décrites des «opérations sous fausse bannière»[9]. Il s'agit d'attentats terroristes initiés ou perpétrés par des services secrets ou les armées clandestines de l'OTAN et qui ont ensuite été imputés aux communistes ou aux socialistes. Dans certains pays membre de l'OTAN, on a, selon Ganser, eu recours à ce concept secret: «Cette lutte contre l'ennemi intérieur faisait partie du concept dans certains pays. Elle faisait partie de la «stratégie de la tension» et reposait sur le terrorisme. C'est sans doute en Italie et en Turquie[10] que cette stratégie quasi diabolique fut appliquée avec le plus de succès, à l'aide d'attentats à la bombe et de massacres contre la population que l'on attribua ensuite à l'adversaire politique, c'est-à-dire à la gauche.»[11]

La guerre secrète en Italie

Ganser décrit minutieusement comment les USA ont massivement influencé la politique en Italie entre 1945 et 1993. La CIA, les services de renseignements italiens, l'armée secrète italienne de l'OTAN (*Gladio*) ainsi que des terroristes d'extrême droite ont mené une guerre secrète contre les communistes italiens (PCI) et les socialistes (PSI). D'une part, les campagnes électorales des démocrates chrétiens (DCI) contre la gauche italienne ont été soutenues par les USA à coups de millions de dollars. D'autre part, ces organismes ont perpétré des attentats terroristes sanglants. Juste avant Noël 1969, quatre bombes éclatèrent sur des places très animées à Rome et Milan où 16 personnes trouvèrent la mort. On attribua ce crime aux communistes. En 1972, une voiture piégée explosa près du village italien de Peteano et tua trois carabinieri. Deux jours plus tard, la police reçut un renseignement anonyme selon lequel les *Brigades rouges* étaient les auteurs de ce crime. En 1974, une bombe explosa au milieu d'une manifestation antifasciste: elle fit 8 morts et 102 blessés.

En août 1974, une autre bombe explosa dans l'Italicus Express qui faisait le trajet Rome-Munich. Il y eut 12 morts et 48 blessés. Le 2 août 1980, un attentat à la bombe tua 85 personnes et en blessa 200 à la gare de Bologne. Les médias et les autorités politiques déclarèrent que les auteurs étaient les *Brigades Rouges*.

Aldo Moro, une victime du Gladio?

Le 16 mars 1978, *Aldo Moro* fut capturé sur le trajet entre sa maison et le Parlement et retenu en otage dans le centre de Rome pendant 55 jours. Puis on découvrit son corps criblé de balles dans le coffre d'une voiture abandonnée dans le centre de Rome. L'Italie était sous le choc. Les services secrets militaires et le Premier ministre d'alors, *Giulio Andreotti,* accusèrent l'organisation terroriste d'extrême gauche des *Brigades Rouges* et prirent des mesures énergiques contre la gauche. Celle-ci perdit par la suite beaucoup de sympathies dans le monde occidental.

Ganser a récolté un grand nombre d'indices concernant l'affaire Aldo Moro qui indiquent que ce fut une «opération sous fausse bannière» exécutée par *Gladio*. Suite à ses très bons résultats aux élections, Aldo Moro tenta, dès 1972, d'associer la gauche italienne au gouvernement. En 1974, Moro, ministre des Affaires étrangères, et le Premier ministre *Giovanni Leone* se rendirent à Washington pour discuter avec les Américains de leur projet d'associer le PCI et le PSI au gouvernement.

A son retour en Italie, Moro fut malade plusieurs jours et envisagea de se retirer complètement de la vie politique. «C'est l'une des rares fois où mon mari me fit part de ce qu'on lui avait dit, sans toutefois me dire de qui cela provenait», témoigna plus tard sa femme *Eleonora Moro.*[12]

Lors des élections législatives de juin 1976, le PCI réalisa le meilleur score de son histoire, 34,4%, infligeant une cinglante défaite à la DCI. Aldo Moro, président par intérim de la DCI, se décida à passer outre à l'interdiction formulée par les Américains. Le 16 mars 1978, emportant dans son attaché-case les documents à son projet d'associer les communistes au gouvernement, il ordonna à son chauffeur de le conduire, en compagnie de ses gardes du corps, au Parlement où il était résolu à présenter son programme intégrant les communistes à l'exécutif. C'est pendant ce trajet que sa voiture fut arrêtée et qu'il fut capturé.

Et John F. Kennedy?

Dans l'ouvrage de Ganser se trouvent aussi quelques développements intéressants sur la politique de *John F. Kennedy* face à l'Italie. Contrairement à ses prédécesseurs *Truman* et *Eisenhower,* Kennedy toléra la participation des socialistes italiens (PSI) au gouvernement conformément à leurs succès électoraux. En juillet 1963, il se rendit à Rome et invita à cette occasion *Pietro Nenni,* le chef des socialistes italiens, à lui rendre visite aux Etats-Unis. En novembre 1963, le président Kennedy fut assassiné à Dallas, au Texas, dans des circonstances troubles. Cinq mois plus tard, la CIA, l'armée secrète *Gladio* et les carabiniers déclenchèrent un coup d'Etat qui força les socialistes à renoncer à leurs ministères.

Les raisons de ce terrorisme

En 1984, l'homme de droite *Vinciguerra,* qui avait exécuté l'attentat de Peteano, révéla devant la justice l'existence de *Gladio*, l'armée secrète italienne de l'OTAN. Il déclara que *Gladio* avait participé à des attentats qui avaient ensuite été attribués aux *Brigades Rouges*. *Gladio* avait été chargée par les Etats-Unis d'empêcher que la gauche n'accède au pouvoir en Italie. Cette organisation était soutenue par les services secrets officiels ainsi que par les forces politiques et militaires.

En 2000, la commission du Parlement italien chargée d'enquêter sur *Gladio* et sur les attentats perpétrés dans le pays conclut: «Ces tueries, ces bombes, ces opérations militaires ont été organisées, encouragées ou soutenues par des personnes travaillant pour les institutions italiennes et, comme cela a été découvert plus récemment, par des individus liés aux structures du renseignement américain».[13]

La guerre secrète en Turquie

La Turquie avait et a toujours une importance particulière pour les intérêts géopolitiques des USA.[14] Pendant la guerre froide, elle avait des frontières communes avec les pays du Pacte de Varsovie, notamment avec la Russie. L'OTAN installa donc du matériel de pointe dans le pays qui servit dès lors aux USA de poste d'écoute. Mais la Turquie servit aussi de base arrière pour les opérations menées par les USA et l'OTAN dans les pays pétroliers du Moyen-Orient et dans les républiques du Caucase, notamment lors de la guerre du Golfe de 1991.[15]

Pour constituer en Turquie une armée stay-behind anticommuniste, communément appelée *contre-guérilla*, les USA[16] utilisèrent la mouvance dominante, mais violente du panturquisme[17], où le colonel *Alparsan Türks,* officier proche de l'extrême droite et admirateur de *Hitler,* joua un rôle central.[18] La contre-guérilla fut responsable de trois coups d'Etat sanglants contre des gouvernements trucs légitimement élus ainsi que du massacre de Kizildere (1972), du terrible massacre d'Istanbul (1er mai 1977), du massacre de Bahcelivler (1978). L'attentat contre le pape *Jean Paul II* est également à mettre sur le compte de la contre-guérilla. Les escadrons de la mort de cette armée secrète turque de l'OTAN jouèrent aussi un rôle sinistre lors de la répression sanglante des Kurdes turcs.

Des liens avec les pays neutres

Lors de ses recherches, Ganser a constaté qu'il existait dans quatre pays neutres (Finlande, Autriche, Suède, Suisse) des armées secrètes ayant des liens indirects avec l'OTAN. L'auteur a également écrit sur ce sujet.[19]

L'Europe, colonie américaine

Lorsqu'on apprit, après 1990, que des armées secrètes étaient à l'œuvre dans tous les pays européens, le scandale fut grand. Bien que dans tous les parlements des voix demandaient que l'on fasse la lumière sur ce sombre chapitre, seules la Belgique, l'Italie et la Suisse mirent sur pied des commissions d'enquête dont les résultats furent rendus publics.

Suite page 5

La guerre secrète en Turquie: Le coup d'Etat militaire de 1980

Le général Evren tint son engagement. Il s'empara du pouvoir lors du coup d'Etat du 12 septembre 1980 pendant que la Force mobile de l'OTAN effectuait un exercice *Anviel Express*. Au cours de son procès, un activiste d'extrême droite prétendit plus tard que les massacres et les attentats perpétrés dans les années 1970 avaient fait partie d'une stratégie visant à permettre l'accession au pouvoir d'Evren et de la droite militaire: «Les massacres étaient une provocation du MIT, qui avec celle de la CIA ont préparé le terrain pour le coup du 12 septembre.» On découvrit par la suite qu'au moment du putsch, le général Evren avait dirigé le Département des opérations spéciales et commandait à présent l'armée secrète contre-guérilla. Quand celui-ci troqua sa tenue de camouflage contre un costume cravate et se proclama Président de la République, tous les attentats terroristes cessèrent soudainement.

Le président américain *Jimmy Carter* était à l'opéra lorsque survint le coup d'Etat en Turquie. Dès qu'il apprit la nouvelle, il appela *Paul Henze,* l'ancien chef de station qui avait quitté Ankara juste avant le putsch pour devenir conseiller à la sécurité auprès du Président à Washington, au département Turquie de la CIA. Au téléphone, Carter lui annonça ce qu'il savait déjà: «Vos gars viennent de réaliser un coup d'Etat!» Carter avait vu juste. Le lendemain du putsch, Henze déclara triomphalement à ses collègues de la CIA: «Nos gars l'ont fait!»

Ganser, Les armées secrètes de l'OTAN, pp. 325/26.

Le «Boucher de Lyon», un protégé des USA

Erhard Dabringhaus, qui collabora avec le CIC américain en Allemagne en 1948 et 1949, a déclaré dans un documentaire consacré à *Gladio* avoir lui-même participé au recrutement d'anciens nazis, quoiqu'il désapprouvât fortement cette pratique. «En 1948, j'étais un agent spécial du CIC, notre service de contre-espionnage dans l'Allemagne occupée. J'étais stationné à Augsburg et étant donné que je parlais couramment la langue, on m'a confié la direction d'un réseau d'informateurs allemands dont faisait partie *Klaus Barbie* et Klaus Barbie était, euh ... j'ai découvert plus tard qu'il était recherché pour meurtre par les Français et j'en ai fait part à mes supérieurs qui m'ont répondu de ne pas faire de vagues: «Il nous est toujours utile pour l'instant. Dès qu'on n'aura plus rien à en tirer, on le livrera aux Français.» Je pensais que je mériterais une promotion pour leur avoir parlé de Barbie et ils m'ont simplement dit de la boucler!»

Ganser, Les armées secrètes de l'OTAN, pp. 264/65.

«L'Europe après la Seconde Guerre …»
suite de la page 4

Tous les autres pays, et également l'UE, pratiquèrent le mensonge et la dissimulation. Ils ne reconnurent que ce qui pouvait être prouvé. Ganser se heurta à un même mur du silence lors de son enquête sur les armées secrètes de l'OTAN en Europe. On ne mit à sa disposition que les documents officiels. L'OTAN et le MI6 lui refusèrent l'accès à leurs archives. Il s'agit là d'un fait choquant. Des opérations des services secrets (meurtres, massacres, coups d'Etat et attentats terroristes) menées dans des démocraties européennes ne peuvent pas être élucidées parce que l'OTAN et le MI6 refusent d'ouvrir leurs archives, si bien que Ganser ne put enquêter que sur la partie visible de l'iceberg. Ce qu'il a révélé est sinistre et pose la question de savoir dans quelle mesure les Etats européens sont souverains.[20] Les démocraties sont des farces et les représentants du peuple des marionnettes qui ignorent tout des opérations secrètes menées dans leurs pays depuis 1945.

Politique de souveraineté limitée

Les recherches concernant les armées secrètes de l'OTAN[21] partent de l'idée que les services secrets des pays membres de l'OTAN ont dû, lors de leur adhésion, s'engager à empêcher que les communistes prennent le pouvoir dans leurs pays. Cela représente une immixtion dans les affaires intérieures de ces pays. En 1966, quand de Gaulle décida de se retirer du commandement conjoint de l'OTAN, il dénonça ce procédé comme une atteinte à la souveraineté nationale.[22]

En 1967, des journalistes norvégiens publièrent un document interne ultrasecret et non-daté de l'OTAN qui était signé par le général américain *J. P. McConnel,* vice-commandant des forces américaines en Europe. Ce document prouvait que les Etats-Unis étaient prêts à intervenir en Europe occidentale si leurs intérêts dans la région étaient mis en cause: «En cas de troubles intérieurs susceptibles d'entraver la mission des troupes américaines, tels qu'une insurrection militaire ou un vaste soulèvement populaire contre le gouvernement du pays hôte, [l'armée américaine] doit tout mettre en œuvre pour enrayer ces troubles en utilisant ses propres ressources.»[23]

Conséquences pour la recherche historique

Vu les crimes que la recherche sur les armées secrètes de l'OTAN a déjà pu prouver jusqu'à présent, les hommes politiques et les historiens devraient exiger de leurs parlements que les archives secrètes des pays membres de l'OTAN soient mises à la disposition de la recherche historique dès maintenant. L'histoire de la guerre froide va devoir être réécrite. Alors qu'à la suite de 1989, l'ouverture des archives a mis au jour l'histoire de la politique extérieure et intérieure de l'Union soviétique[24], une grande partie des populations de l'Occident s'imagine toujours que les Etats-Unis ont restauré la liberté en Europe en 1945. Les historiens devront montrer que ce n'est malheureusement pas le cas. •

La guerre froide en Europe

La doctrine de Brejnev pour les Etats du Pacte de Varsovie

«Nous ne pouvons pas admettre que des forces étrangères détournent leur pays de la voie du socialisme et menacent de détacher la Tchécoslovaquie de la communauté socialiste.»[27] En intervenant dans les affaires intérieures des pays socialistes, les Soviétiques ont limité leur souveraineté.

La doctrine de Brejnev de Washington pour l'Europe occidentale

Concernant les pays membres de l'OTAN, les Etats-Unis ont déclaré ce qui suit:

«En cas de troubles intérieurs susceptibles d'entraver la mission des troupes américaines, tels qu'une insurrection militaire ou un vaste soulèvement populaire contre le gouvernement du pays hôte, [l'armée américaine] doit tout mettre en œuvre pour enrayer ces troubles en utilisant ses propres ressources.»[28]

Créer un climat de tension

Exemple type d'une opération visant à créer un climat de tension: le 6 septembre 1955, des agents du réseau *stay-behind* turc[25] lancèrent une bombe dans une maison de Thessalonique qui abritait un musée consacré à *Mustafa Kemal* et revêtait à ce titre une importance particulière aux yeux des Turcs. Les agents ne laissèrent quasiment aucun indice et accusèrent la police grecque d'avoir commis l'attentat. Cette opération de terrorisme sous fausse bannière fonctionna parfaitement et le gouvernement et la presse turque attribuèrent aux Grecs la responsabilité de l'attentat. Rapidement, les 6 et 7 septembre 1955, des mouvements fanatiques turcs galvanisés par la *contre-guérilla*[26] détruisirent des centaines de maisons et de locaux d'entreprises grecques à Istanbul et Izmir, tuant 126 ressortissants Grecs, en blessant 32 et violant au passage environ 200 femmes grecques.

Ganser, Les armées secrètes de l'OTAN, p. 310.

Souveraineté limitée pour la Grèce

A l'été 1964, le Président *Johnson* convoqua l'ambassadeur de Grèce *Alexandre Matsas* à la Maison Blanche et lui dit que les problèmes de Chypre devaient être résolus par la partition de l'île en deux zones, l'une grecque, l'autre turque. Matsas refusa, provoquant la fureur de Johnson: «Ecoutez-moi bien, M. l'Ambassadeur. Je me fous de votre Parlement et de votre Constitution. L'Amérique est un éléphant. Chypre est une puce. La Grèce est une puce. Si ces deux puces continuent de chatouiller l'éléphant, il pourrait bien les écraser d'un coup de trompe, et pour de bon!» Comme le soulignait Johnson, le gouvernement grec devait se conformer aux ordres de la Maison Blanche. «Les Grecs profitent largement des dollars américains, M. l'Ambassadeur. Si votre Premier ministre continue à me parler de Démocratie, de Parlement et de Constitution, il se pourrait bien que lui, son Parlement et sa Constitution n'en aient plus pour très longtemps.»

Quand Matsas, outré, tenta de protester: «Je ne peux tolérer de telles manières», Johnson continua: «N'oubliez pas de répéter à votre vieux Papa-je-ne-sais-plus-quoi ce que je viens de vous dire. N'oubliez pas de lui dire, vous m'entendez?», sur quoi Matsas câbla la conversation au Premier ministre *George Papandréou.* Quand la NSA intercepta le message, le téléphone de Matsas sonna. C'était le Président Johnson: «Vous cherchez les ennuis, M. l'Ambassadeur? Vous voulez vraiment que je me mette en rogne? Il s'agissait d'une conversation privée. Vous n'étiez pas censé répéter les termes que j'ai employés devant vous. Faites attention.» Clic. Fin de la communication.

Ganser, Les armées secrètes de l'OTAN, pp. 300/01.

---

1 Les recherches de Ganser ont été publiées en anglais en 2005 (NATO's Secret Armies –Operation Gladio and Terrorism in Western Europe) et en allemand en 2008 (Nato Geheimarmeen in Europa – Inszenierter Terror und verdeckte Kriegsführung).

2 Dans beaucoup de ces pays, les Américains recrutèrent des partisans de l'extrême droite pour former les réseaux Stay-Behind de l'OTAN. C'est ainsi que l'officier SS et responsable de la Gestapo Klaus Barbie, le «Boucher de Lyon», avait été recruté en 1947 par le CIC (Counter Intelligence Corps) américain qui l'avait ensuite aidé à échapper aux poursuites pour crimes de guerre (Procès de Nuremberg) avant d'organiser sa fuite d'Europe vers l'Argentine en 1951. De même Reinhard Gehlen, un des généraux de Hitler et d'autres nazis ont été recrutés pour Gladio par les Américains. Cf. «La guerre secrète en Allemagne» in: Ganser, OTAN, p. 261-290.

3 «Le seul organisme international qui ait jamais fonctionné, c'est l'OTAN, tout simplement parce qu'il s'agit d'une alliance militaire et que nous étions aux commandes». Citation du Président Nixon dans: Ganser, OTAN, p. 56.

4 Citation de Serravalle in: Ganser, OTAN, p. 59.

5 Le National Security Council (NSC) adopta en 1947 sa directive 4-A qui ordonnait à la CIA d'entreprendre une large série d'actions clandestines destinées à écarter le risque d'une victoire des communistes lors des élections italiennes imminentes.
La directive NSC 10/2 de 1948 autorisa la CIA à effectuer des missions clandestines dans tous les pays du monde et la mise en place d'armées anticommunistes secrètes du réseau Gladio en Europe de l'Ouest. Cf. Ganser, OTAN, p. 89-91.

6 Ganser les qualifie de guerres secrètes.

7 La Grèce était une base importante pour les USA. Le quartier général de la CIA d'Athènes devint, selon Ganser, «la base arrière des activités de la CIA dans la péninsule balkanique et au Moyen-Orient, jusqu'en Iran.» cf. Ganser, OTAN, p. 298.

8 Document de l'état-major américain de 1970 (signé par Westmoreland): «Ce *Field Manual 30-31B* est un document explosif découvert en Italie. Il concerne non seulement les armées secrètes mais fondamentalement la collaboration des services secrets américains avec ceux des autres pays et les opérations anticommunistes secrètes. On y trouve décrites les «false flag operations», fausses attaques terroristes destinées à persuader la population du danger communiste. (Ganser, *Basler Zeitung* du 16/12/2004)

9 en anglais: «false flag operation»

10 cf. Ganser, OTAN, p. 310

11 Ganser in: *Basler Zeitung* du 16/12/04

12 Eleonora Moro. In: Ganser, OTAN, p. 121

13 Ganser, OTAN, p. 39/40

14 Zbigniew Brzezinski considérait la Turquie comme l'un des cinq «pivots géopolitiques cruciaux» sur la nouvelle carte politique de l'Eurasie. Cf. Zbigniew Brzezinski, Le Grand Echiquier – L'Amérique et le reste du monde, Paris, 1997, p. 69.

15 Ganser, OTAN, p. 308.

16 Pour illustrer l'influence des Etats-Unis en Turquie, Ganser cite le directeur adjoint des Services secrets turcs (MIT) Sabahattin Savasman: «Il existe au sein de la CIA un groupe d'une vingtaine d'agents au moins qui collaborent avec le MIT et agissent dans les plus hautes instances du service. Ils contrôlent le partage des informations aussi bien que la coopération lors des opérations conjointes menées en Turquie et à l'étranger. Notre service collabore avec la CIA depuis les années 1950 […] tous les équipements technologiques que nous utilisons nous ont été fournis par la CIA. Bon nombre de nos employés ont été formés à l'étranger par la CIA. Le quartier général du MIT a été construit par la CIA.» «Tout l'équipement destiné aux interrogatoires [= instruments de torture], des appareils les plus simples aux plus sophistiqués, provient de la CIA. Je le sais pour l'avoir moi-même utilisé. Le coût des opérations en Turquie et à l'étranger était couvert par le budget de la CIA».
A titre d'exemple d'opération commune du MIT et de la CIA, Savasman mentionne aussi l'agent du MIT Hiram Abas. «Abas avait pris part à des opérations menées conjointement avec la CIA au Liban, opérations dont il avait tiré des revenus considérables et qui consistaient à prendre pour cible des jeunes gauchistes dans les camps de réfugiés palestiniens. Il recevait en outre des primes pour ses bons résultats sur le terrain». Savasman cité dans: Ganser, OTAN, p. 316.

17 Les représentants du panturquisme croient à la supériorité de la race et de la nation turques. Ils aspirent à l'unification des peuples turcs, de la Chine occidentale à l'Espagne. Cf. Ganser, OTAN, p. 312.

18 Ganser, OTAN, p. 309.

19 Daniele Ganser, The British Secret Service in Neutral Switzerland: An Unfinished Debate on Nato's Cold War Stay Behind Armies, in: Intelligence and National Security, décembre 2005, volume 20, numéro 4, pp. 553–580.

20 En mars 2001, le général Giandelio Maletti, ancien patron du contre-espionnage italien, exprima rétrospectivement des regrets: «L'Italie a été traitée comme une sorte de protectorat. J'ai honte à l'idée que nous soyons toujours soumis à un contrôle spécial.» Maletti cité dans: Ganser, OTAN, p. 29.

21 Ganser, OTAN, pp. 55–58.

22 Ganser, OTAN, p. 58.

23 Supplement Nº 3 to the documents of the Civil Affairs Oplan Nº 100-1. Cité dans Ganser, OTAN, p. 254.

24 Cf. Stéphane Courtois et al., Le livre noir du communisme – crimes, terreur, répression. Paris 1997. Wladimir Bukovski, Abrechnung mit Moskau – Das sowjetische Unrechtsregime und die Schuld des Westens, Bergisch Gladbach 1996. Christopher Andrew, Wassili Mitrochin, Das Schwarzbuch des KGB – Moskaus Kampf gegen den Westen, Berlin 1999.

25 Armée secrète de l'OTAN financée par la CIA.

26 Dénomination turque de l'armée secrète de l'OTAN en Turquie.

27 Cf. Peter Ziegler, Zeiten Menschen Kulturen, Zurich, 1985, p. 63

28 Supplement Nº 3 to the documents of the Civil Affairs Oplan Nº 100-1. Cité dans Ganser, OTAN, p. 254.

Chronologie (de 1940 à 2001)

D. Ganser, *Les armées secrètes de l'OTAN*, pp. 339–343.

Bibliographie sélective

D. Ganser, *Les armées secrètes de l'OTAN*, pp. 389–390.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❑ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
❑ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
❑ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
❑ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Nom / Prénom:

Rue / Nº:

NPA / Localité:

Téléphone:

Date / Signature:

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

Courrier des lecteurs

Nous faisons tout pour «notre» Grand Frère

Les services secrets suisses dépendent de la collaboration avec la CIA, c'est ce qu'on nous dit. C'est pourquoi on a détruit les dossiers sur le nucléaire. Cela montre que l'indépendance, la souveraineté et la neutralité de la Suisse ne valent pas grand-chose. Les transports de prisonniers de la CIA survolant la Suisse l'avaient déjà montré. C'est le cas aussi pour l'assouplissement du secret bancaire en faveur du fisc états-unien et l'accès des Yankees au Swift, la banque de données pour les versements d'argent internationaux à Bruxelles, dont nous avons également pris connaissance de manière plus ou moins silencieuse. Nous avons fourni du matériel de guerre au Grand Frère durant la guerre du Vietnam. Aujourd'hui, des fabricants suisses dociles, des ouvriers, employés et ingénieurs produisent du matériel d'armement pour les USA et les compagnons de l'OTAN, qui font la guerre en Irak et en Afghanistan – même la *Ruag* qui appartient à la Confédération. – Les syndicats eux-mêmes ne manifestent pas là-contre et ne publient aucune critique par rapport à ces deals illégaux dans leurs journaux, en tout cas pas dans mon journal syndical «Arbeit und Verkehr». – La loi fédérale sur le matériel de guerre, l'ordonnance sur le matériel de guerre et le statut de neutralité sont interprétés de façon si élastique en faveur du Grand Frère qu'à la fin les exportations d'armes destinées aux belligérants ne peuvent qu'être «permises». Le parlement majoritairement bourgeois a avalé tout cela, et également les conseillères fédérales, les conseillers fédéraux et M. *Blocher.* La Suisse est un satellite super-obéissant des Etats-Unis.

H. Frei, Zurich

Soberanía alimentaria por medio de pequeñas estructuras agrícolas

por Reinhard Koradi, Dietlikon

Para millones de personas los precios de los productos alimentarios son cada vez más inaccesibles. En el término de un año el aumento ha sido masivo: trigo (+130%), soja (+87%), arroz (+74%), maíz (+31%).[1] La situación es aún más dramática si se la observa en un período más largo de tiempo. En 1990, por ejemplo, el precio del trigo a 135 dólares americanos la tonelada, había alcanzado su nivel más bajo; a fines de 2007 llegó a 580 dólares, es decir, se cuadriplicó. Desde 2004 hubo una suba constante de precios y a partir de 2006 una verdadera explosión. Lo mismo ocurrió con el café, el cacao y también con el petróleo.[2]

La excesiva suba de precios de los productos primarios hizo entrar en liza la política y las organizaciones internacionales. También en círculos económicos se «conjetura» sobre las causas del disparo de los precios, lo que ha llegado a ser una amenaza existencial. Lo interesante es que los argumentos que surgen son siempre los mismos: la población de los países en crecimiento (India y China) se puede permitir un mayor consumo de alimentos, sobre todo de carne; cosechas perdidas por cambios climáticos y catástrofes ambientales; reducción del almacenamiento. Con cierta cautela, se considera también como posible disparador de precios, la especulación en la bolsas para materias primas. Los países industriales de occidente, también tratan de dejar al márgen las consecuencias devastadoras de la transformación de productos alimentarios en biocombustibles. Por otro lado, desde círculos especializados, se infiltra la información que el uso de alimentos para producir bencina provoca desde un 5% hasta un 30% de la suba de precios. Según el FMI, se trata de un promedio de 15%.

«Protección climática»: pretexto para satisfacer la demanda de combustible

Esta afirmación está confirmada por el hecho que, zonas de cultivo de productos alimentarios se emplean en proporciones alarmantes para producir combustible agrario. En EE.UU., entre tanto, se utiliza la misma cantidad de maíz – más de 50 millones de toneladas – tanto para la alimentación como para «biocombustibles». Hasta el año 2012, la alianza etanol entre EE.UU. y Brasil tiene proyectado poner en funcionamiento en este país, más de 100 plantas destinadas a la producción de combustibles a partir de productos alimentarios.

Es sabido que diesel y etanol de maíz, soja, aceite de palmera y caña de azúcar conducen a un desastre mundial tanto para la alimentación como para el medio ambiente. *Frei Betto,* un ex consejero del gobierno de Brasil, rebautizó a los combustibles agrarios como «gasolina de la muerte». Sin embargo, en Roma, en la reunión cumbre de la FAO (Organización de la ONU para agricultura y alimentación) el presidente de Brasil *Ignacio Lula da Silva* – en otro momento la esperanza de los pobres en Brasil – no tuvo reparos en apoyar, en un discurso apasionado, la producción de biocombustibles a partir de maíz y caña de azúcar.

Lula ha cambiado de bando y se deja guiar por los criterios de los países industrializados. A pesar de la propagación de una crítica fundada, estos países, guiados por *Bush* y *Merkel* y aliados a élites poderosas de las regiones más pobres del sur, siguen aferrados a la estrategia de «protección climática» por medio de la «gasolina de la muerte».

¿Quién pone impedimentos a la lucha contra el hambre en el mundo?

En Roma, en la cumbre sobre el hambre de la ONU, incluso las recomendaciones no obligatorias fueron muy controvertidas hasta el final. Para los millones de seres humanos que sufren física y psíquicamente o incluso mueren por la catástrofe de hambre, es un resultado desastroso.

Los que impiden una solución humanamente digna ¿son producto de una alianza siniestra entre los beneficiados por la catástrofe de hambre y la pretensión de EE.UU. de ganar el control global sobre todas las reservas naturales?

Maíz es un alimento básico, el utilizarlo para producir biocombustible significa hambre en el mundo. (Foto WHO, Etiopia)

Los hechos son claros: 850 millones de seres humanos padecen hambre. La suba de precios de los productos alimentarios aumenta esa cifra cada vez más. *Rosemarie Bär*[3] escribe en «Tages-Anzeiger» del 5 de junio: «Cada porcentaje en la suba de precios, pone a 16 millones de personas más en una situación precaria en materia de alimentación» y añade, con respecto a la conferencia de la FAO en Roma: «Lo que no se discute es el bienestar de los países industrializados basado en la explotación exhaustiva de la naturaleza […]. El norte, aliado a una élite poderosa en el sur, se resiste a hacer cambios en el sistema vigente de producción y consumo […]. La lucha por la repartición de las limitadas riquezas naturales y del común espacio habitable se agudiza. Y el abismo entre los ricos globalizados y los pobres localizados se hace cada vez más profundo.»

En la Conferencia mundial sobre la alimentación FAO, sin duda se exigieron «medidas importantes y resueltas» así como «iniciativas comunes». La lucha contra la crisis de hambre actual deberá ser rápida y efectiva. Además de una ayuda inmediata de miles de millones, se deberá constituir una «agrupación de fuerzas» con representantes de la *ONU,* el *Banco Mundial,* el *Fondo Monetario Internacional* (FMI) y la *Organización Mundial del Comercio* (OMC). Bueno sería que ese grupo de trabajo de alto nivel, en la búsqueda de soluciones, se apartara del «modelo liberal de tendencia global» y que buscara alternativas individuales de tendencia local.

La iniciativa de *Kofi Annan* (ex Secretario General de la ONU) es prometedora mientras los aportadores de fondos (*Fundación Rockefeller*) tengan intenciones honestas: él quiere fomentar a pequeños campesinos en Africa por medio de una alianza estratégica. (Considerando el aportador de fondos y los resultados de la Conferencia FAO, uno se pregunta si realmente los campesinos locales serán los fomentados o las ventas de productores de semilla y productos fertilizantes).

Una alianza para una «revolución verde» en Africa, deberá ayudar a los pequeños campesinos para que logren una explotación eficiente. Una idea que no sólo debería aplicarse en Africa, sino extenderse al resto del mundo – si es que quiere lograrse una solución durable y justa para la crisis de hambre y la creciente destrucción ambiental.

Muchos proclaman que luchan contra el hambre y la pobreza, pero aún sigue faltando la voluntad de cuestionar básicamente la política que se persigue hasta ahora. Si ni siquiera existe un consenso sobre las causas de la catástrofe de hambre, ¿cómo puede encontrarse una salida efectiva de la crisis? Si las causas verdaderas quedaran al descubierto, quedarían también los causantes, y ésto tiene que evitarse por todos los medios.

Crisis de hambre hecha por los humanos

La crisis alimentaria que amenaza la existencia no es un fenómeno de la naturaleza: es el resultado de una acción humana. Entre ellas está la reducción premeditada de la ayuda alimentaria. En 1993 se enviaron unos 18 millones de toneladas de alimentos a regiones en crisis, en 2006 fueron sólo 7 millones. Cuestionables son también las medidas tendientes a «proteger el medio ambiente y las reservas naturales» por las cuales se ordenó el paro de producción en zonas de cultivo agropecuario o la devastación creciente de zonas cultivables por infraestructuras, industria y la construcción. También es condenable la política agraria equivocada de los países industrializados. La estructura sana y flexible de la explotación agraria familiar en granjas pequeñas, medianas y grandes, fue y sigue siendo destruída expresamente para dar cabida a la agricultura industrial.

Reprensible reducción de reservas almacenadas

El almacenamiento se viene descuidando desde hace años. Las reservas mundiales de cereales en general disminuyeron de 160 a 60 días de aprovisionamiento. También en Suiza, los depósitos obligatorios de materias primas y productos alimentarios – la garantía de abastecimiento en tiempos de crisis – se dejaron de mantener. El motivo fue la posibilidad ilimitada de aprovisionamiento en el mercado mundial.

A la drástica reducción del almacenamiento se suma la disminución de la producción de cereales (1998: 338 kg por persona; 2006: 306 kg), el uso abusivo de productos alimentarios para la energía, y la falta de compensación de la escasez de cereales con otros productos alimentarios como verdura, fruta, legumbres etc.

Los ganadores: especuladores y consorcios

La escasez de provisiones, la reducción de la producción y a la vez un crecimiento de la demanda (aumento de la población mundial y creciente demanda de productos alimentarios para el combustible agrario) resulta automáticamente un campo propicio para los especuladores. La hiperespeculación con los productos agrícolas se reavivó aún más por la crisis financiera (fuga de capitales de los mercados financieros a los mercados de materias primas). Miles de millones de dólares buscaban nuevas posibilidades de inversión y encontraron en parte cabida en las materias primas. Los precios de los cereales alcanzaron un tope, se apartaron de la situación real de mercado para tener una vida propia como acciones. Al respecto, hay que mencionar que los agricultores se quedan con las manos vacías en este juego de la bolsa. Ellos ya han vendido la cosecha hace tiempo y encima, como castigo, se ven obligados a comprar nueva semilla a precios mucho más altos. Con ésto, se llega a la conclusión que los más beneficiados por la suba de precios son los especuladores y consorcios en la cadena de intermediarios en el ámbito alimentario y energético.

Por esta razón, es necesario aclarar el rol de la red del cártel supranacional de materias primas y los consorcios de productos alimentarios: con el correr del tiempo, éstos han logrado el control de toda la cadena alimentaria – desde el campesino hasta la mesa familiar.

El aprovisionamiento, la manufacturación y el reparto de productos alimentarios se con-

Continuación página 7

El Parlamento Europeo exige la prohibición de armas con uranio empobrecido

thk. Ya desde su utilización en la primera guerra de Irak por las fuerzas armadas de los aliados, existen serios cuestionamientos sobre la toxicidad radiactiva y química de las partículas de polvo de uranio, que resultan cuando estas armas alcanzan sus objetivos. En una resolución, el Parlamento Europeo exige un inventario medioambiental de las zonas contaminadas, una investigación científica sobre las repercusiones, así como una moratoria para el uso de armas con uranio empobrecido.

El Parlamento Europeo recuerda que la utilización de uranio empobrecido en las guerras es contraria a las normas y los principios básicos consagrados en el derecho internacional, humanitario y medioambiental. Por eso, insta a los Estados miembros a evitar el uso de armas con uranio empobrecido en las operaciones de la PESD, así como el despliegue de personal militar y civil en aquellas regiones en las que no pueda darse ninguna garantía de que no se haya utilizado uranio empobrecido (considerando B, párrafo 4).

Los eurodiputados, que aprobaron la resolución por 491 votos a favor, 18 en contra y 12 abstenciones, invitan a los Estados miembros, al Consejo y a la Comisión a establecer un inventario medioambiental de las zonas contaminadas por uranio empobrecido (incluidos los campos de tiro de pruebas) y a brindar su pleno apoyo a los proyectos susceptibles de prestar asistencia a las víctimas y a sus familiares, así como a las operaciones de limpieza en las zonas afectadas (párrafo 7). Asimismo, reiteran su llamamiento a todos los Estados miembros y a los países que integran la OTAN para que impongan una moratoria del uso de armas que contengan uranio empobrecido y redoblen sus esfuerzos en aras de una prohibición mundial, así como para que pongan fin sistemáticamente a la producción y la contratación de este tipo de armamento (párrafo 7).

En línea con lo anterior, el Parlamento Europeo emplaza a los Estados miembros y al Consejo a que lideren la lucha en pro de un tratado internacional destinado a establecer una prohibición del desarrollo, la producción, el almacenamiento, la transferencia, los ensayos y el uso de armas que contengan uranio, así como la destrucción o el reciclado de los arsenales existentes (párrafo 8). •

Fuente: *www.europarl.es*

Incident à la centrale de Krško

La fuite de liquide de refroidissement dans le circuit primaire n'est pas un événement banal

Suite à l'incident survenu dans la centrale nucléaire de Krško en Slovénie, l'*Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire (IPPNW)* signale qu'une fuite de liquide de refroidissement dans le circuit primaire d'un réacteur à eau pressurisée peut provoquer la fonte du cœur du réacteur, ce qui représente un grand danger car elle entraîne d'importants rejets radioactifs.

Fuite de 3 m³ d'eau par heure

Selon l'autorité de sûreté nucléaire slovène SNSA, une fuite est survenue à Krško le mercredi 4 juin à 15 h 07 près de la principale pompe du liquide de refroidissement, laissant échapper environ 3 m³ d'eau par heure. Il était donc absolument nécessaire d'arrêter le réacteur. L'information transmise à la *Commission européenne* par l'autorité slovène montre, de l'avis de l'IPPNW, que les Slovènes ont considéré l'incident, du moins provisoirement, comme extrêmement grave.

Selon des spécialistes en matière de réacteurs, la fuite n'est probablement pas colmatable si bien qu'on ne peut pas réinjecter du liquide de refroidissement de manière permanente dans le circuit primaire pour compenser les pertes.

Une fuite dans le circuit primaire peut entraîner une catastrophe nucléaire

D'après l'expert nucléaire de l'IPPNW *Henrik Paulitz,* une fuite dans le circuit primaire «n'est pas du tout un événement banal. Dans toutes les études de risques, ces fuites comptent parmi les causes de la fonte du cœur du réacteur dans la mesure où les systèmes de sécurité sont défaillants. Ces incidents peuvent avoir de graves conséquences. En 1979, dans la centrale nucléaire de Harrisburg, une fuite de liquide de refroidissement (soupape du pressuriseur ouverte) a entraîné la fonte partielle du cœur. Le danger spécifique des petites fuites provient du fait que, suivant la taille de la brèche, il peut arriver que la pression ne diminue pas dans le circuit primaire et que même les systèmes à haute pression ne peuvent pas injecter de liquide de refroidissement.»

Cette fois, nous avons eu de la chance …

L'IPPNW rappelle que le 18 décembre 2003, dans la plus récente centrale allemande, celle de *Neckarwestheim-2*, une fuite de vapeur est survenue dans la conduite de ventilation du réservoir sous pression du réacteur. La *Gesellschaft für Anlagen- und Reaktorsicherheit (GRS)* a estimé, après l'incident, «qu'à la suite d'une rupture de la conduite située juste au-dessus du couvercle du réservoir sous pression du réacteur, il s'est produit une fuite dans le circuit primaire impossible à stopper». Selon l'IPPNW, la brèche, d'une section d'à peu près 5 cm², a une taille telle que la pression dans le circuit primaire reste élevée et que même les pompes à haute pression ne parviennent pas à compenser la fuite.

… et la prochaine fois?

Toujours selon l'IPPNW, la GRS suppose en outre que dans les centrales modernes «en convoi», les mesures d'urgence nécessaires ne peuvent pas être effectuées dans le temps restreint à disposition et que le cœur se met à fondre. Aussi, le 18 décembre 2003, la rupture de la conduite de ventilation aurait très vite pu provoquer une catastrophe nucléaire. •

Source: *Communiqué de presse de l'IPPNW-Deutschland* du 5/6/08 (Traduction *Horizons et débats*)

Democracia directa y federalismo como base para una Europa libre de los pueblos

Lisboa el no de Irlanda

por Erika Vögeli

Los irlandeses dijeron NO. Lo sabemos: ellos fueron los únicos que pudieron decir algo, porque así obliga a la política su constitución. Los restantes 479 millones no tienen voz, no es el pueblo el que tiene que decidir sobre su futuro sino sus élites. La central en Bruselas y sus representantes en los distintos gobiernos lo tenían claro: los ciudadanos de muchos países están en contra del viejo vino de Niza que corre por las mangueras en Lisboa, con el cual ya se trató de pasar por alto la voluntad ya manifestada en las urnas por los franceses y los holandeses. Las élites de poder quisieran decidir sin el pueblo: «más rotunda y eficazmente» según la nueva terminología; las exigencias de la época lo harían supuestamente necesario para lograr una Europa «unida» en «paz» y «bienestar». Los ciudadanos oyen los cantos de las sirenas, los comparan con su experiencia cotidiana y se mantienen escépticos. Observan el abismo cada vez más profundo entre ricos y pobres en los distintos paises, las ganancias de los consorcios, la disminución de la solidaridad entre la población, el aumento del dominio del dinero y junto a ello una corrupción que se extiende a todos los ámbitos de la sociedad – desde la política, la administración y la economía hasta el ámbito científico.

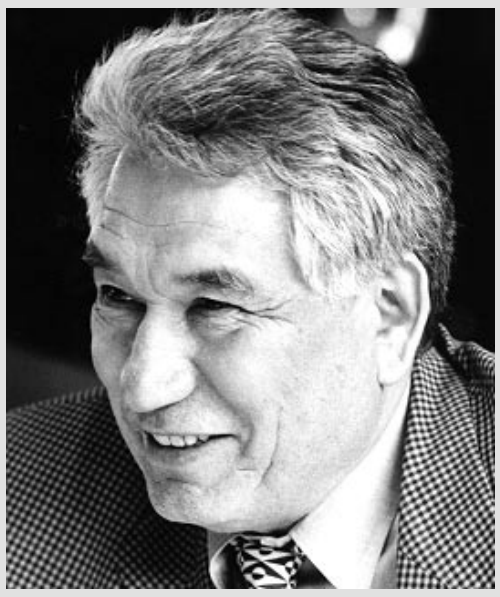
El no de los irlandeses podría significar una pausa para reflexionar. Podría animar a repensar las experiencias históricas con las grandes concentraciones – también el siglo pasado nos da suficientes ocasiones. ¿Porqué tiene que ser aceptable para todos, esa unidad confeccionada en Bruselas por 15 000 cabilderos de los grandes consorcios a través de algunos comisarios de la UE, y apoyados por algunos representantes de gobiernos? ¿Es ésta la «democracia» predicada por la UE en todo el mundo, que ni siquiera toma en serio los derechos sobreentendidos del propio «parlamento» como representante del pueblo – ni hablar de los que conciernen a millones de personas?

La dignidad de la persona se basa en la libertad de poder decidir por sí misma sobre lo que le concierne.

La experiencia de Suiza con su posibilidad de ejercer una democracia directa, muestra que es justamente esa libertad la que impulsa la apertura y flexibilidad dentro de la sociedad, pero también un sentimiento de responsabilidad y compenetración con lo que acontece. La democracia directa le permite a cada uno una mayor influencia y actividad propia e impulsa así el interés político: éste no puede medirse sólo por la participación en el voto, sino también por las numerosas iniciativas, silenciosas pero efectivas en las comunidades, a nivel social y político; a ello se suman numerosos proyectos privados en paises en desarrollo, que frecuentemente ponen de manifiesto una gran creatividad, iniciativa propia y capacidad de trabajo conjunto en un entorno totalmente nuevo.

Una democracia directa, federalismo como base para una Europa libre, múltiple; una Europa que esté al servicio de la protección de los derechos de los más débiles y no del lucro; una Europa en la que la apertura no sólo se mida en dimensiones económicas del supuesto «libre» mercado sino en la apertura del espíritu para la diversidad de los humanos, de los pueblos y su historia, de las condiciones de vida, así como una apertura para soluciones diversas de los problemas humanos – ¿no sería para Europa una opción mejor que un complejo centralizado que planea el armamentismo y las guerras para asegurar sus materias primas y para ello querría abolir la voluntad de los ciudadanos? Que ésto es posible lo demuestra, no sólo pero claramente, la experiencia suiza de «un estado que se configura por la libertad y la responsabilidad de los ciudadanos».[1] •

[1] Paul Widmer, pequeño pais con gran repercusión. Suiza: ¿en qué medida es conveniente el caso especial en los tiempos de la globalización? «Neue Zürcher Zeitung» del 9/6/08



Murió Chinguiz Aitmátov

La muerte de Chinguiz Aitmátov, el 10 de junio de 2008, significa una gran pérdida para el mundo. Pero en su obra, el gran narrador de Kirghizia y «creador de paz» nos ha dejado un legado, con el que podemos seguir adelante, para movilizar algo en el mundo siguiendo su gran visión, la cual incluye a todos los seres humanos de esta tierra:

«La humanidad no tiene un deber más amplio y complejo que el de crear una cultura de amor a la paz en oposición al culto de la violencia y la guerra.»

De un discurso de Chinguiz Aitmátov en la Academia de la Diócesis Rottenburg-Stuttgart con motivo de la entrega del premio Alexandr-Men en 1998: «Apóstol del espíritu ecuménico – cultura del amor a la paz en oposición al culto de la violencia y la guerra.» En: Kleine Hohenheimer Reihe, Tomo 37, Pag. 46

En una próxima edición *Horizons et débats* hará una apreciación de la vida, obra literaria y actividad política por la paz de Chinguiz Aitmátov.

«Soberanía alimentaria por medio …»
Continuación de la página 6

centran en unos pocos consorcios multinacionales (*Andre, Cargill, Unilever, Nestlé,* etc.) Un sector tan sensible como el de la alimentación y el aprovisionamiento de materias primas, – también por razones estratégicas – debería estar organizado localmente y sometido a un control riguroso de competencia.

Es absolutamente necesario regular la especulación

Los efectos perjudiciales de la especulación no se ponen suficientemente al descubierto. Así todo, crece la opinión que las ganancias en la especulación influyen en la suba de precios de los productos alimentarios. La teoría de la «burbuja» nos aclara esa influencia: las burbujas aparecen cuando un número creciente de inversores paga, por un producto, un precio que se aleja cada vez de su valor real justificado. Los inversores calculan que los productos que compran (sobre todo acciones) los pueden revender a un precio más alto. El valor efectivo del producto no es el valor de mercado y así se pone en marcha un proceso inflacionario con consecuencias negativas para las economías nacionales. Como las «burbujas» en muchos casos son financiadas por créditos, se corre el riesgo que, al estallar la burbuja, los que han pedido créditos no puedan cumplir con sus obligaciones de pago (ver la crisis inmobiliaria en EE.UU.). De esta forma, las economías nacionales resultan doblemente perjudicadas.

A la pérdida de capital y poder adquisitivo (inflación), se suma la pérdida del dinero que se tomó a crédito. Esas pérdidas, con frecuencia, deben ser financiadas con dinero público, cuando las posibilidades del sector privado están agotadas (ver ayuda financiera de la Reserva Federal).

Por eso, el dominio público también tiene el derecho a exigir reglas de juego para la especulación o incluso de prohibirla si existe una amenaza para el bien común.

Formar pequeñas estructuras agropecuarias para la soberanía alimentaria

Albert Einstein aconsejó no solucionar un problema con los mismos métodos que lo provocaron. Para la catástrofe de hambre actual ésto significa: cambiar de rumbo. En un juego de dados se dice: «volver al comienzo». En la lucha contra el hambre y la pobreza son necesarios cambios fundamentales. Antes que nada está el derecho a la autodeterminación de cada pueblo sobre las riquezas naturales que están en su territorio. Hay que oponerse enérgicamente a la pretensión de una potencia mundial, de ejercer un control general sobre la totalidad de las reservas naturales y sus destinos. También se debe reflexionar sobre las estrategias de crecimiento para aumentar el bienestar, y el hecho que para los países ricos sea la cosa más natural el vivir a costa de los países pobres. Ésto significa compartir y renunciar.

La globalización de numerosas actividades (sociedad, cultura y economía) va a tener que dejar lugar a formas de vida que se adapten a las necesidades locales y regionales. Ésto lleva a que las respuestas a cuestionamientos actuales, problemas de la vida en común, de la administración, deberán encontrarse en las bases – a quienes concierne directamente. Responsabilidad propia y ayuda mutua dentro de la familia, la comunidad, el estado y entre los pueblos reemplaza los dictados que vienen desde arriba o desde fuera. Esta reclamación va unida a desistir de la violencia, para que, por ejemplo, los miles de millones recaudados por impuestos se utilicen para el bien de las personas y no para derrocharlos en el aparato militar para hacer guerras de agresión.

También el rol de la economía debe definirse nuevamente. Ella debe servir a las personas y subordinarse, si es necesario, a decisiones políticas que se orienten al bienestar de las personas y la protección del medio ambiente.

La lucha contra el hambre y la pobreza se va a ganar recién cuando logremos las condiciones necesarias para asegurar la vida de todos los seres en esta tierra, y frenar la explotación exhaustiva de la naturaleza.

La clave para esa seguridad existencial está en la soberanía alimentaria de cada pueblo. La población de los distintos países, con los conocimientos necesarios, debe tomar en sus propias manos el abastecimiento de alimentos desde el suelo hasta la mesa familiar pasando por toda la cadena intermediaria. En algunos casos, ese derecho a autoabastecimiento justifica impuestos aduaneros y contribuciones de fomento. •

[1] Fuente: FAO, Banco Mundial (Marzo de 2007–Marzo de 2008)

[2] Fuente: www.castelligasse.at7Politik/Rohstoffmärkte

[3] Miembro de la delegación suiza en la conferencia de la FAO en Roma

Les citoyens de Pécs s'opposent aux radars de l'OTAN

De la lutte pour le droit jusqu'à la désobéissance civile

par Angelika Ferency et Armin Hofmann

Péter et *Angéla* vivent avec leurs enfants non loin de la frontière serbo-croate, au bord de la ville de Pécs au sud-ouest de la Hongrie. Nous nous rendons au travers d'une rangée de maisons dans l'arrondissement de Isenkùt (en français: la fontaine divine), dans une rue bosselée perdant son asphalte en cours de route. Angéla saute par-dessus un fossé au bord de la route et nous fait signe. Son mari nous salue de la maison angulaire qu'ils ont rénovée et rendue habitable de leurs propres mains. On sent la bonne odeur d'un délicieux gâteau aux pommes. «Je suis la mère de cinq garçons, ce dont je suis fière», nous dit-elle en riant, commentant ainsi l'animation régnant sous la table et autour d'elle où nous nous sommes installés.

Peu après, la porte s'ouvre pour laisser entrer *Alex*, un jeune homme d'origine hongroise, ayant grandi aux Etats-Unis, puis revenu en Hongrie pour entreprendre des études de médecine à Pécs. Le benjamin se précipite vers lui pour être pris dans ses bras et recevoir un baiser. Alex est accompagné d'*Orsi*, qui enseigne la psychologie sociale à l'Université. Les deux luttent depuis des années, avec de nombreux citoyens, contre la mise en place d'une installation de radars de l'OTAN dans l'espace de repos situé à proximité. Alex, Péter et Angéla se sont alliés, dans leur lutte contre le ‹système de défense antimissile› des Américains, avec des citoyens tchèques et polonais et ont lancé l'appel de Prague *(www.prague-declaration.org)*.

Quatrième anniversaire de leur lutte à succès

Dans l'après-midi, ils se trouvaient sur la montagne Zeng, située dans la chaîne du Mecsek, qui domine Pécs. Ils y ont fêté, dans un vent glacial et décoiffant, la quatrième année de leur lutte à succès contre l'installation de radars de l'OTAN. «Nous ne voulions pas de base militaire à proximité. Nous ne voulions pas voir sacrifiée l'aire de repos de notre ville par un projet militaire. Et nous ne voulions pas risquer la santé de nos enfants par les rayonnements des radars.» Ce furent leurs propres paroles.

Certains parmi eux s'étaient enchaînés aux arbres lorsque les bulldozers s'étaient approchés en 2004 pour défricher le terrain en vue de la mise en place de la station radar. Avec succès, l'installation du radar échoua. Le juge de la cour constitutionnelle de l'époque, *Solyom*, aujourd'hui président de la République, avait confirmé par jugement suprême que les intérêts militaires ne pouvaient prendre le pas sur la santé des citoyens.

Mais, dans un même souffle, il fut décidé de construire cette installation dans la montagne Tubes située dans la chaîne de montagne Mecsek, en plein milieu d'une zone protégée ‹natura 2000›. Personne n'était au courant, ni les citoyens ni les représentants au parlement communal.

Une manœuvre par surprise

László Toller, le maire de l'époque, était habile pour tirer les ficelles en douce; il fut un stratège politique de l'ancienne nomenklatura socialiste, membre du parti et soutien occulte du Premier ministre en place *Gyurcsány*, lequel avait déclaré publiquement qu'il avait menti à la population, ce qui avait failli provoquer un soulèvement. «Un mauvais roi», déclare Angéla, «qui a dirigé notre ville en faisant jouer toutes ses relations d'antan, mais sans tenir compte de la volonté des citoyens, comme cela devrait être le cas en bonne démocratie.»

Toller avait imaginé un coup de surprise. Il fit savoir, en un premier temps, qu'il n'y aurait pas de radar sur le Tubes. Le 23 novembre 2005, il mit subitement, et sans que quiconque s'y attende, à l'ordre du jour une votation sur ce sujet au parlement communal qui devait se tenir le lendemain. Les députés n'eurent pas le temps de s'y préparer ne sachant pas même ce qu'ils allaient voter. Le dossier présenté au vote contenait le numéro cadastral du terrain, mais pas le nom de l'endroit où le radar devait être installé. Ils votèrent donc sur un numéro anonyme, sans se douter qu'ils venaient d'approuver la construction de l'installation du radar de l'OTAN.

On fit savoir publiquement que le radar devait être installé sur un terrain militaire – lequel avait pourtant été désaffecté après le changement de régime! On précisa que les citoyens n'avaient pas à se prononcer sur des terrains militaires. Mais il y avait un hic: le numéro cadastral du terrain, objet du vote du parlement communal, ne correspondait pas au lieu de l'ancien terrain militaire où l'installation de l'OTAN devait être construite. Une véritable embrouille!

«Ainsi tout le monde fut dupé», remarqua Péter, «les citoyens de Pécs tout comme les députés du parlement communal. – Cela nous amena à remettre en œuvre la résistance civile. Nous avons fondé une association de citoyens du nom de ‹Civilek a Mecsekért Mozgalom› (*www.cmm.hu*), d'après la montagne Mecsek dans laquelle se trouve le Tubes. Notre association de quartier *Istenkùt* a adhéré à l'association des citoyens du fait que notre quartier se trouve proche du Tubes.»

Coup sur coup

C'est alors que les événements se précipitèrent: en premier lieu, les lois nationales furent modifiées, permettant aussi sur le plan national la construction de dispositifs militaires sur le Tubes. Il est à remarquer que, après l'accord du parlement communal pour la construction du radar de l'OTAN, la fameuse manufacture de porcelaine *Zsolnay*, une entreprise d'Etat d'alors, (comparable aux porcelaines de Meissen) fut adjugée à la ville de Pécs, sans contre partie. De plus, vint de l'étranger une importante donation. De toute façon, selon les rumeurs, des cercles importants de l'OTAN et de l'UE se seraient engagés pour que la ville de Pécs soit proclamée en 2010 capitale de la culture, ce qui lui rapporterait 43 milliards de forints (environ 218 millions d'euros). Angélica s'écrie: «Quoi, une capitale culturelle, alors qu'il y a dans cette ville plusieurs milliers de ménages sans eau courante … nous sommes bien heureux d'avoir notre propre source d'approvisionnement en eau dans notre terrain.»

Elle se rendit à la cuisine pour en revenir avec la tarte aux pommes, dont la senteur envahissait la maison, accompagnée d'un thé chaud. Du coup, les cinq fils furent présents, riant et criant, prenant chacun un morceau puis disparaissant à nouveau.

La résistance civile

En 2006, lors des élections parlementaires nationales, il ne fut pas question du radar de l'OTAN sur le Tubes. Le Premier ministre Gyurcsány vit son mandat confirmé, ce que beaucoup regrettèrent. Toller, l'ancien maire, fut victime d'un grave accident qui l'empêcha de garder sa fonction. *Péter Tasnádi,* un collègue de parti, lui succéda. Lors des élections communales, le radar fut mis sur le tapis, mais leur résultat ne changea rien au fait accompli. Selon Alex: «Ni le parti socialiste, ni le parti national-conservateur *Fidezs*, ni non plus les Verts, qui pourtant nous soutiennent dans nos idées, ne se sont impliqués pour notre revendication.»

«Il ne nous resta donc d'autre solution que de lancer un référendum. Nous avions déjà récolté des signatures en janvier 2006 pour obliger le parlement communal à nous entendre.» – «Nous avions mis en place des stands dans les rues pour engager des débats avec nos concitoyens sur ce radar de l'OTAN», raconte Péter. «Toutefois ce qui nous a le plus enthousiasmés fut le fait qu'un nombre grandissant de citoyens emmenait des listes de signatures pour en récolter. Ainsi, nous eûmes en un rien de temps le nombre suffisant de signatures – 5% des votants.»

La salle était bondée pleine lors de l'audition à la mairie. De hauts représentants du ministère de la Défense étaient présents, ce qui n'impressionna pas les citoyens présents, environ 200, car ils étaient fort bien préparés et possédaient les meilleurs arguments. C'est alors qu'un député quitta la salle, suivi petit à petit, comme à la queue leu leu, par les autres, jusqu'à ce qu'il fut évident que le quorum n'étant plus atteint, il ne pouvait y avoir de décision.

Le point d'interrogation marque l'endroit où est prévu l'installation radar de l'OTAN dans la ville de Pécs. Le texte signifie: Radar? Expériences sur des humains! (photo mad)

Récolte de signatures

Il ne restait donc plus que la possibilité de faire échouer cette construction du radar par une votation populaire. Pour cela, il fallait 18 000 signatures, soit le 10% des votants de la commune de Pécs. De plus, pour que la votation soit déclarée valable, il fallait qu'au moins 50% + 1 voix des votants de la commune soient déposées.

Lorsque la Hongrie a dû voter pour adhérer à l'OTAN, le quorum national avait été abaissé juste avant à 25%. Pour les communes il resta à 50% + 1 voix, ce qui n'avait jamais été atteint jusque-là.

Toutefois, les succès précédents nous encouragèrent à tenter l'impossible. «Nous n'avions qu'un mois à disposition pour récolter le nombre prescrit de signatures, ce qui était déjà une performance!» De plus, le gouvernement communal ne se fit pas faute de nous dresser des embûches, en exigeant brusquement que les citoyens devaient présenter, lors de la signature, le numéro de leur carte d'identité. Toutefois, les nouvelles cartes d'identités délivrées entre-temps, ne possédaient pas de tels numéros, ce qui rendit d'aucuns incertains et les incita à ne pas signer. «Mais comme auparavant, nombreux furent ceux qui nous aidèrent – même des inconnus, ce qui nous permit d'obtenir rapidement le nombre voulu de signatures.»

La votation

C'est ainsi qu'il y eut une votation à Pécs en mars 2007 à propos du radar sur le Tubes. Une fois de plus, le maire mena double jeu. Le gouvernement communal qu'il présidait aurait dû informer les citoyens sur le contenu de cette votation. Mais on se contenta de les inciter à aller voter; car, selon le maire, il souhaitait savoir ce qu'en pensait la population.

Les «civils» de *Mecsekért Mozgalom* prirent les choses en mains. Ils profitèrent des occasions qui s'offraient, pour imprimer des tracts afin d'informer la population; ils installèrent un site Internet dans le même but et envoyèrent des SMS pour inciter, au dernier moment, la population à se rendre aux urnes. Plus de 30% répondirent à l'appel et plus de 95% d'entre eux s'exprimèrent contre la construction de cette installation radar de l'OTAN.

Péter reste rêveur, car: «une participation de 50% + 1 voix ne peut être atteinte que dans les votations nationales, mais pas au niveau communal. Il est très déçu que la votation n'ait pas eu de succès.» Alors que le maire n'a été élu qu'avec la moitié de ces voix, soit 28 000, alors que 39 000 se sont prononcées contre la construction de cette installation radar.

Recours au tribunal

Les citoyens exprimèrent leur indignation en organisant des manifestations, mais sans succès. Selon Péter, il ne restait qu'une voie, celle de la justice, après que toutes les possibilités politiques aient été tentées en vain.

En fait, les sujets de plaintes ne manquaient pas: pour une part, il y avait le fait, à l'encontre de ce qui avait été prétendu, que le terrain militaire ne correspondait pas au terrain où la station radar de l'OTAN devait être installée. De plus, cette installation devait se faire en plein milieu d'une réserve naturelle où l'on ne trouve que des sentiers. Il eut fallu procéder à l'explosion de 50 000 m³ de roches pour construire des routes et des chemins d'accès. De plus, la question des eaux usées devait être résolue, du fait que la région autour du Tubes est soumise à la protection des eaux. Il n'y avait pas de permis de construire pour l'énorme coupole nécessaire à la construction de l'installation. Il n'y avait pas eu d'études sur le rayonnement auquel serait soumis la population. Finalement, le ministère de la Défense s'est accordé à lui-même le permis de construire, ce qui était illégal.

C'est pourquoi on formula en premier lieu une opposition auprès du ministère, puis auprès du tribunal, dans l'espoir d'obtenir un effet suspensif jusqu'à ce que les questions en suspens soient réglées juridiquement.

Le tribunal aurait dû rendre sa décision dans les huit jours, mais rien ne se passa. Ce ne fut que quelques mois plus tard, en automne 2007, qu'on apprit que la plainte n'avait pas d'effet suspensif, une décision annulée en deuxième instance au profit du mouvement de citoyens.

Finalement, le tribunal compétent décida en mai 2008 que la plainte contre le ministère de la Défense, qui s'était accordé à lui-même le permis de construire l'installation radar de l'OTAN, ne serait pas soumise au Tribunal européen et que le jugement était donc valide.

C'était le soir et Angéla apporte de la cuisine une pizza aux brocolis. «Il n'est pas facile, dit-elle, de s'engager, en tant que civils, pour les droits des citoyens. On passe tout de suite pour mauvais. C'est ainsi chez nous. Je travaille avec des personnes handicapées et ne reçois aucune aide de la commune, alors même que je m'engage pour toutes et tous!»

«Il ne s'agit pas de détails …»

«C'est très simple: nous ne voulons pas de cette installation radar!» précise Péter. «Il ne s'agit pas de détails! Il va de soi que nous sommes préoccupés par la santé de nos concitoyens, par la protection de la nature et par d'autres questions, mais il s'agit d'abord de principes: qui décide de notre vie, nous, la population de Pécs ou bien le gouvernement?»

Nous savons très bien comment doit se développer notre ville. Nous ne voulons pas être les victimes de conflits de puissances intérieures ou extérieures qui décident par-dessus nos têtes de notre sort; nous ne voulons pas être tributaires de ces derniers. Nous voulons installer ici des petites et moyennes entreprises, nous voulons un environnement sain avec une production d'énergie raisonnable et nous voulons organiser nous-mêmes la vie de notre commune.» – «Nous vivons ici, avec nos enfants, avec nos voisins et nous nous identifions à notre ville.» – «Et c'est pourquoi, précise Péter, nous ne voulons pas que notre ville devienne l'accès militaire aux Balkans.»

«Pour l'instant, nous attendons les décisions du tribunal et espérons avoir le droit de notre côté», ajoute Alex. Péter l'interrompt par un solide «oui!» et continue «je n'ai pas envie de me voir là-haut sur le Tubes en résistance pacifique. Cela pourrait être assez dangereux.» Après un temps d'arrêt, il continue: «Mais s'il le faut, nous y sommes prêts! Oui …»

Il était déjà tard et nous avions à parcourir en voiture un long chemin par la montagne. Lors des adieux, nous nous sommes donnés l'assurance de nous revoir pour à nouveau échanger nos expériences et nos impressions.

Lors de notre voyage de retour, nous nous sommes souvenus que l'OTAN a mené, à quelques kilomètres seulement, une sale guerre dont les gens souffrent aujourd'hui encore; ce fut le début d'une série de guerres contraires au droit international, qui ont provoqué la mort et la misère de femmes, d'hommes et d'enfants innocents. Et il est prévu que cela continue … •

(Traduction *Horizons et débats*)